



HÉROUX DEVTEK 

PLATEFORMES

POUR LA CROISSANCE

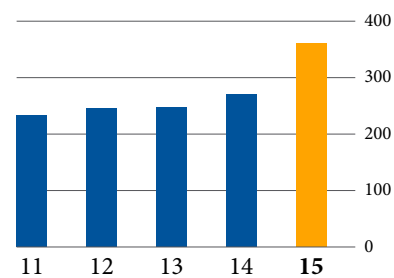
Rapport annuel 2015

HÉROUX-DEVTEK (TSX: HRX) EST UNE ENTREPRISE INTERNATIONALE QUI SE SPÉCIALISE DANS LA CONCEPTION, LA MISE AU POINT, LA FABRICATION AINSI QUE LA RÉPARATION ET L'ENTRETIEN DE SYSTÈMES ET DE COMPOSANTS DE TRAINS D'ATERRISSAGE ET D'ACTIONNEMENT DESTINÉS AU MARCHÉ DE L'AÉROSPATIALE. LA SOCIÉTÉ EST LA TROISIÈME PLUS IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAINS D'ATERRISSAGE À L'ÉCHELLE MONDIALE ET OFFRE AUX SECTEURS COMMERCIAL ET MILITAIRE DE L'AÉROSPATIALE DE NOUVEAUX SYSTÈMES ET COMPOSANTS DE TRAINS D'ATERRISSAGE DE MÊME QUE DES PIÈCES DE RECHANGE ET DES SERVICES D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION. LA SOCIÉTÉ FABRIQUE ÉGALEMENT DES SYSTÈMES HYDRAULIQUES, DES SYSTÈMES DE FILTRATION DES FLUIDES ET DES BOÎTIERS POUR SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES. LA SOCIÉTÉ A SON SIÈGE SOCIAL À LONGUEUIL, AU QUÉBEC, ET POSSÈDE DES INSTALLATIONS DANS LE GRAND MONTRÉAL (LONGUEUIL, LAVAL ET SAINT-HUBERT), À KITCHENER, CAMBRIDGE ET TORONTO EN ONTARIO, À SPRINGFIELD ET À CLEVELAND DANS L'OHIO, À WICHITA AU KANSAS, À EVERETT DANS L'ÉTAT DE WASHINGTON ET À RUNCORN, NOTTINGHAM ET BOLTON AU ROYAUME-UNI.

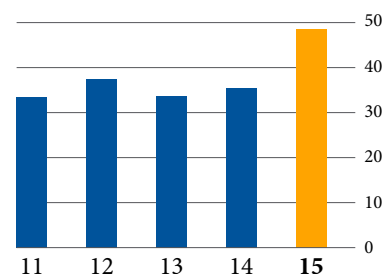


EN MILLIONS DE DOLLARS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

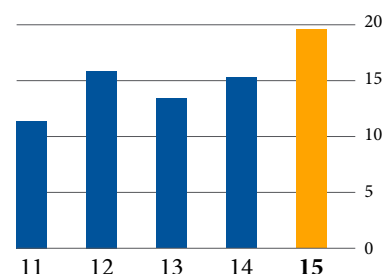
VENTES



BAIIA⁽¹⁾ AJUSTÉ⁽²⁾



RÉSULTAT NET AJUSTÉ⁽³⁾



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICE CLOS LES 31 MARS

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

	2015	2014	2013	2012	2011
RÉSULTATS D'EXPLOITATION					
Ventes des activités poursuivies	364,9	272,0	257,0	253,5	239,0
BAIIA ⁽¹⁾ ajusté ⁽²⁾ des activités poursuivies	47,8	35,8	33,0	37,4	33,4
Résultat net ajusté ⁽³⁾ des activités poursuivies	19,4	15,3	13,4	15,9	11,9
Résultat net des activités poursuivies	3,2	9,2	13,4	15,9	11,4
Résultat net des activités abandonnées	—	—	118,2	10,6	7,7
Résultat net	3,2	9,2	131,6	26,5	19,1
Fonds autogénérés des activités poursuivies	29,3	20,9	29,0	31,7	30,5
SITUATION FINANCIÈRE					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35,1	47,3	101,3	62,0	32,9
Fonds de roulement	109,7	160,8	191,2	179,5	155,1
Total de l'actif	575,5	514,0	389,1	499,1	472,5
Dette à long terme ⁽⁴⁾	114,2	150,5	64,3	120,9	107,7
Capitaux propres ⁽⁵⁾	293,5	240,1	222,7	244,0	224,5
DONNÉES PAR ACTION					
Bénéfice par action ajusté ⁽³⁾ des activités poursuivies					
– De base et dilué	0,55	0,48	0,43	0,52	0,39
Bénéfice par action des activités poursuivies					
– De base et dilué	0,09	0,29	0,43	0,52	0,38
Bénéfice par action – De base	0,09	0,29	4,25	0,87	0,64
– Dilué	0,09	0,29	4,23	0,86	0,63
Fonds autogénérés des activités poursuivies	0,84	0,66	0,92	1,04	1,01
Valeur comptable de l'action ordinaire ⁽⁵⁾	8,16	7,59	7,07	8,01	7,44
Nombre moyen d'actions en circ. (milliers) – De base	34 902	31 536	30 939	30 357	30 112
– Dilué	35 016	31 662	31 114	30 682	30 220
Actions en circ. à la fin de l'exercice (milliers)	35 949	31 620	31 511	30 442	30 174
RATIOS FINANCIERS					
Marge du BAIIA ⁽¹⁾ ajusté ⁽²⁾	13,1 %	13,2 %	12,8 %	14,8 %	14,0 %
Ratio du fonds de roulement	1,75	2,59	3,59	2,76	2,52
Dette (trésorerie) nette / capitaux propres ⁽⁶⁾	0,27	0,43	(0,17)	0,24	0,33

(1) Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements.

(2) Excluant le règlement d'un litige, les frais de restructuration et les frais liés à l'acquisition.

(3) Excluant le règlement d'un litige, la perte de valeur des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, les frais de restructuration et les frais liés à l'acquisition, après impôts.

(4) Incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés.

(5) Reflétant la distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action effectuée le 19 décembre 2012.

(6) Défini comme la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2015



RÉSULTATS D'EXPLOITATION RECORD

- Ventes de 364,9 M\$, en hausse de 92,9 M\$ ou 34,1 % par rapport à l'exercice précédent, incluant une contribution additionnelle de 83,5 M\$ des activités du Royaume-Uni et de Wichita.
- BAIIA ajusté de 47,8 M\$, ou 13,1 % des ventes, comparativement à 35,8 M\$, ou 13,2 % des ventes, l'année dernière.
- Résultat net ajusté de 19,4 M\$, ou 0,55 \$ par action sur une base diluée, comparativement à 15,3 M\$, ou 0,48 \$ par action sur une base diluée au cours de l'exercice antérieur.

ANNONCE D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS D'ENVERGURE DE 105 M\$ AFIN DE PERMETTRE LA RÉALISATION D'UN CONTRAT À LONG TERME AVEC LA SOCIÉTÉ BOEING DE SYSTÈMES COMPLETS DE TRAINS D'ATERRISSAGE DESTINES AUX APPAREILS B-777 ET B-777X.

- Nouvelle usine hautement automatisée de 108 000 pieds carrés à Cambridge, en Ontario, qui fabriquera principalement des composants complexes de trains d'atterrissage de grande taille.
- Agrandissement de l'usine de Strongsville, en Ohio, afin de procurer de la capacité supplémentaire de finition et un centre de sous-assemblage très moderne.
- Investissements en machinerie et en équipement, de même que certaines améliorations aux usines de Springfield, en Ohio, et de Laval, au Québec, lesquelles fabriqueront principalement des composants critiques et complexes de plus petite taille.
- Location d'une installation de 21,000 pieds carrés à Everett, dans l'état de Washington, pour l'assemblage final des systèmes de trains d'atterrissage devant être livrés aux installations de Boeing situées à proximité.

NOUVEAU CONTRAT ET RENOUVELLEMENT D'ENTENTES

- Nouveau contrat pluriannuel pour la fabrication de tubes de torsion destinés à l'appareil Boeing 787 Dreamliner. Les livraisons ont commencé au début de l'année civile 2015.
- Renouvellement pour cinq ans, soit de l'année civile 2015 jusqu'à la fin de l'année civile 2019, d'un contrat avec Bell Helicopter portant sur la fabrication de composants et d'assemblages destinés à différents programmes d'hélicoptères.
- Renouvellement jusqu'à la fin de l'année civile 2018 d'un contrat avec Viking Air Limited portant sur la fabrication du train d'atterrissage avant de l'avion Twin Otter de la série 400.

NOMINATION DE MARTIN BRASSARD AU POSTE DE VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DE L'EXPLOITATION D'HÉROUX-DEVTEK.

ALLIANCE STRATÉGIQUE AVEC C&L AVIATION GROUP AUX ÉTATS-UNIS VISANT À BONIFIER LES SERVICES MONDIAUX D'ENTRETIEN, DE RÉPARATION ET DE RÉVISION AINSI QUE LE SOUTIEN OFFERT AUX EXPLOITANTS DE TOUTES LES VERSIONS DE LA FAMILLE DES AVIONS SAAB 340.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

AU COURS DU DERNIER EXERCICE, HÉROUX-DEVTEK A ACCOMPLI DES PROGRÈS IMPORTANTS RELATIVEMENT À SES PRINCIPALES PLATEFORMES DE CROISSANCE, TOUT EN GÉNÉRANT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION RECORDS DE SES ACTIVITÉS DE TRAINS D'ATERRISSAGE ET EN MAINTENANT UNE SITUATION FINANCIÈRE SAINTE.

Durant l'exercice clos le 31 mars 2015, Héroux-Devtek a poursuivi de manière méthodique la réalisation de son plan stratégique visant à renforcer son statut comme l'un des chefs de file mondiaux dans la conception et la fabrication de trains d'atterrissage.

Nous avons fait avancer notre plan d'investissement en immobilisations en vue de la réalisation du contrat portant sur les appareils B-777 et B-777X, et l'intégration des activités au Royaume-Uni et à Wichita progresse. Au cours de l'exercice, nous avons aussi livré avec succès les premiers lots de production dans le cadre de certains programmes de conception de trains d'atterrissage et avons mis sur pied une plateforme spécialisée de soutien technique de classe mondiale.

Grâce à une exécution rigoureuse axée sur ces importants vecteurs de croissance, Héroux-Devtek est confiante d'atteindre son objectif de réaliser des ventes annuelles d'environ 500 millions de dollars d'ici la fin de l'exercice 2019. Cet objectif est basé sur les contrats existants, suppose qu'aucune autre acquisition ne soit effectuée et que les taux de change demeurent stables.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION RECORDS ET SITUATION FINANCIÈRE SAINTE

Les ventes ont atteint 364,9 millions de dollars pour l'exercice 2015, en hausse par rapport à celles de 272,0 millions de dollars réalisées un an auparavant. Cette progression de 34,1 % reflète l'apport pendant un exercice complet des activités au Royaume-Uni et à Wichita, la forte croissance interne enregistrée dans le marché de l'aérospatiale commerciale ainsi que l'application d'un taux de change plus avantageux aux fins de conversion des ventes libellées en devises étrangères. Ces facteurs ont largement compensé le recul anticipé des ventes internes dans le marché de l'aérospatiale militaire. Le résultat net ajusté, qui exclut les éléments de nature non récurrente, s'est élevé à 19,4 millions de dollars, soit 0,55 \$ par action diluée.

Notre situation financière demeure solide. À la clôture de l'exercice 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 35,1 millions de dollars, tandis que nous n'avions prélevé qu'un montant de 56,7 millions de dollars sur notre facilité de crédit autorisée de 200 millions de dollars.

Au 31 mars 2015, notre carnet de commandes fermes atteignait 459 millions de dollars et demeure très diversifié.

EXÉCUTION DE NOTRE PLAN D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS D'ENVERGURE

Au début de l'exercice 2015, Héroux-Devtek a dévoilé un plan d'investissement en immobilisations visant principalement à mener à bien un important contrat portant sur la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux appareils B-777 et B-777X de la société Boeing. Ces investissements, qui renforceront notre réseau, permettront de réaliser le plus important contrat de trains d'atterrissage de l'histoire de Héroux-Devtek.

Dans le cadre du plan, nous avons terminé la construction d'une nouvelle usine ultramoderne située à Cambridge, en Ontario. Cette usine hautement automatisée établira de nouvelles normes en matière de technologies de fabrication dans l'industrie et élargira les assises de Héroux-Devtek pour lui permettre de développer d'autres occasions de fournir des systèmes de trains d'atterrissage. Si ces occasions devaient se matérialiser, nous serons en mesure de doubler la superficie actuelle de l'usine.

D'importants investissements en machinerie et équipement, de même que certaines améliorations aux usines de Laval, au Québec et de Springfield, en Ohio, ont également été effectués. Ces installations se consacreront principalement à la fabrication de composants critiques et complexes de plus petite taille et ont été équipées de systèmes flexibles de fabrication (FMS) qui devraient entraîner des gains de productivité appréciables.

Par ailleurs, nous avons pratiquement doublé la superficie de notre usine de Strongsville située dans la région de Cleveland, en Ohio. Cet agrandissement permet d'accroître les capacités de finition de composants et accueillera un centre de sous-assemblage à la fine pointe de la technologie qui sera opérationnel dans les prochains mois.

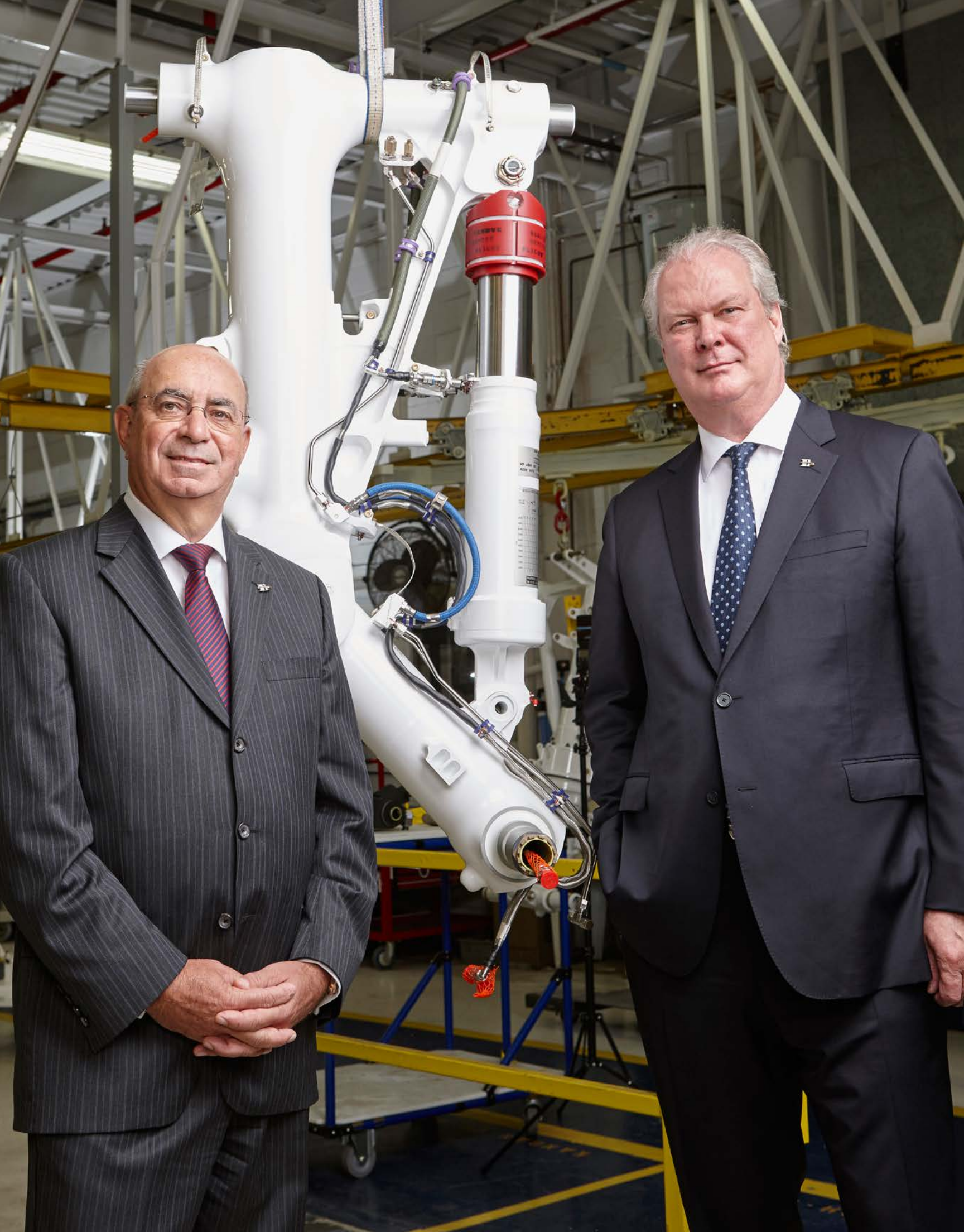
Enfin, l'assemblage final des trains d'atterrissage sera effectué dans une installation spécialement prévue à cet effet située à Everett, dans l'état de Washington, à proximité de l'usine d'assemblage d'avions de Boeing. L'installation sera fonctionnelle dans la seconde moitié de l'année civile 2015.

À la clôture de l'exercice 2015, Héroux-Devtek avait investi 69 millions de dollars dans le cadre de ce plan, et les investissements totaux devraient atteindre environ 105 millions de dollars d'ici la fin de l'exercice 2016. Tous les principaux éléments du plan progressent comme prévu. Alors que nous nous rapprochons des livraisons initiales prévues pour le début de l'année civile 2017, nous sommes impatients de démontrer nos capacités de classe mondiale.

INTÉGRATION DES ACTIVITÉS AU ROYAUME-UNI ET À WICHITA

Après avoir acquis les activités au Royaume-Uni et à Wichita vers la fin de l'exercice 2014, nous nous sommes consacrés tout au long de l'exercice 2015 au partage des meilleures pratiques à travers notre réseau et à l'application de notre modèle de centres d'excellence aux nouvelles installations. Les principales initiatives mises de l'avant englobent notamment l'implantation de progiciels communs de gestion intégrés. En outre, le regroupement prochain des activités de révision et d'entretien avec les activités de finition sous un même toit à Runcorn, au Royaume-Uni, permettra d'optimiser la productivité et d'améliorer notre compétitivité.

Nous réaliserons progressivement des synergies grâce à ces mesures au cours de l'exercice 2016 et les pleines retombées se feront sentir lors de l'exercice



suisant. Plus important encore, nous sommes maintenant bien positionnés pour exploiter le plein potentiel de notre plateforme européenne et saisir des occasions d'affaires auprès des grands fabricants d'équipement d'origine grâce à notre offre intégrée de produits et services qui s'étend sur plus d'un continent.

LES PROGRAMMES DE CONCEPTION PRENNENT LEUR ENVOL

Au cours de l'exercice 2015, Héroux-Devtek a géré avec fierté la phase d'accélération de production des systèmes de trains d'atterrissage qu'elle a conçus. Ces systèmes comprennent notamment ceux des jets d'affaires Legacy 450/500 d'Embraer, dont la première livraison à un utilisateur final a été effectuée en octobre 2014, tandis que la première livraison à un client d'un appareil EC-175 d'Airbus Helicopters muni d'un train d'atterrissage conçu par nos activités au Royaume-Uni a eu lieu deux mois plus tard.

Grâce à l'augmentation de la cadence de production de ces programmes et la contribution des activités européennes pendant un exercice complet, les produits pour lesquels nous détenons la propriété intellectuelle ont représenté 23 % des ventes lors du dernier exercice, se rapprochant ainsi de notre objectif d'atteindre 30 % d'ici 2020. Du fait que d'autres programmes continuent de progresser, notamment ceux du Falcon 5X de Dassault, du Gripen NG de SAAB et du CH-53K de Sikorsky, nous sommes confiants d'atteindre cette cible. La réalisation de ces contrats à grande valeur ajoutée pour des fabricants d'équipement d'origine fera en sorte que la proportion de nos revenus générés par ces clients stratégiques devrait également augmenter davantage.

PLATEFORME DE SOUTIEN TECHNIQUE DE CLASSE MONDIALE

Les acquisitions et la croissance interne ont continuellement élargi la base existante de composants et de systèmes de Héroux-Devtek. C'est pourquoi la fourniture aux clients d'un soutien technique hors pair représente une prochaine étape logique; cette avenue nous rapproche de notre objectif d'avoir une offre de produits et services pleinement intégrée, de la conception initiale jusqu'au soutien des aéronefs en service.

Nous avons ainsi mis sur pied une équipe de spécialistes qui offre du soutien technique, des pièces de rechange et des services de réparation aux utilisateurs finaux à travers le monde. Nous cherchons à fournir le même service de première classe qui a bâti la solide réputation de nos activités d'ingénierie et de fabrication.

OBJECTIF DE VENTES À NOTRE PORTÉE

Selon les prévisions de l'industrie, la croissance du transport aérien de passagers devrait surpasser la moyenne historique durant l'année civile 2015, ce qui est de bon augure pour l'industrie aérospatiale commerciale.

Les livraisons de gros porteurs commerciaux ont atteint un nouveau record au cours de l'année civile 2014 et les avionneurs prévoient continuer d'augmenter les cadences de production de certains programmes d'envergure pendant plusieurs années encore. La demande est également stimulée par le lancement sur le marché de versions plus économes en carburant. Par conséquent, les carnets de commandes demeurent à des niveaux records et représentent plus de huit années de production aux cadences actuelles.

La dynamique positive s'est accentuée dans le marché des jets d'affaires au cours de l'année civile 2014 et ce secteur a enregistré une deuxième année consécutive de croissance. Parallèlement, l'utilisation croissante des appareils

et la baisse du nombre d'appareils à vendre en proportion de la flotte semblent indiquer que cette tendance se maintient. La croissance soutenue de l'économie mondiale et l'entrée en service de nouveaux appareils, dont le Legacy 450/500 d'Embraer et le Falcon 5X de Dassault pour lesquels nous avons conçu le train d'atterrissage, devraient continuer de stimuler ce marché dans les années à venir.

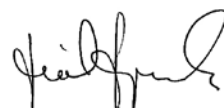
Bien que l'incertitude persiste dans le marché de l'aérospatiale militaire en raison de la possibilité d'un retour des coupes budgétaires imposées par le Congrès américain (Sequestration), nous croyons qu'il devrait se redresser modestement à court terme. Qui plus est, nos activités au Royaume-Uni contribuent à nous diversifier et nous positionnent de manière avantageuse afin d'accroître notre exposition à plusieurs programmes militaires existants et nouveaux en Europe.

À la lumière de ces tendances, Héroux-Devtek anticipe une croissance de ses ventes d'environ 10 % pour l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2016 stimulée par la vigueur du marché commercial. Cette dynamique vient également soutenir notre objectif à plus long terme de réaliser des ventes annuelles d'environ 500 millions de dollars d'ici l'exercice 2019, comme nous l'avons indiqué plus haut.

DU TALENT POUR RENFORCER NOTRE LEADERSHIP ET CRÉER DE LA VALEUR

Au moment où Héroux-Devtek entreprend l'étape la plus stimulante de son histoire de plus de 70 ans, nous sommes fiers de pouvoir compter sur de solides équipes de gestionnaires, d'ingénieurs et opérationnelles. Afin de diriger les activités d'exploitation, nous avons nommé Martin Brassard au poste de vice-président et chef de l'exploitation. Martin, qui cumule plus de 20 ans d'expérience au sein d'Héroux-Devtek, possède une compréhension approfondie de notre industrie et de ses enjeux stratégiques. Le conseil d'administration est persuadé que ses compétences et son leadership contribueront à renforcer notre position dans le marché des trains d'atterrissage.

La réussite de Héroux-Devtek est directement tributaire des compétences, de la passion et du dévouement des gens qui viennent travailler chaque jour dans nos usines et bureaux. Nous les remercions pour leur contribution. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude aux membres du conseil d'administration pour leurs judicieux conseils dans la réalisation de notre stratégie commerciale et à nos partenaires d'affaires, clients et fournisseurs pour la confiance qu'ils nous témoignent. Enfin, nous souhaitons remercier nos actionnaires pour leur confiance en notre capacité de créer de la valeur et faire fructifier leur investissement.



Réal Raymond
Président du Conseil



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction

PLATEFORME DES APPAREILS B-777 ET B-777X





À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2015, HÉROUX-DEVTEK AVAIT INVESTI 69 MILLIONS DE DOLLARS DANS L'AMÉLIORATION DE SON RÉSEAU EN VUE DE LA RÉALISATION DU CONTRAT À LONG TERME CONCLU AVEC BOEING POUR LA FOURNITURE DE SYSTÈMES COMPLETS DE TRAINS D'ATERRISSAGE DESTINÉS AUX APPAREILS B-777 ET B-777X.

Les investissements totaux devraient atteindre environ 105 millions de dollars d'ici la fin de l'exercice 2016. Les premières livraisons à Boeing sont prévues pour le début de l'année civile 2017.

Les principales initiatives englobent :

- Une nouvelle usine hautement automatisée de 108 000 pieds carrés située à Cambridge, en Ontario, qui fabrique principalement des composants complexes de trains d'atterrissage de grande taille. L'usine a été inaugurée en février 2015 et est nommée en l'honneur du regretté John M. Cybulski, qui a présidé le conseil d'administration de Héroux-Devtek de 2007 à 2014.
- L'agrandissement de l'usine de Strongsville, en Ohio, afin de fournir de la capacité supplémentaire de finition de composants ainsi qu'un centre de sous-assemblage très moderne.
- Des investissements en machinerie et équipement, de même que certaines améliorations aux usines de Springfield, en Ohio et de Laval, au Québec, qui se consacrent principalement à la fabrication de composants critiques et complexes de plus petites tailles.
- La location d'une installation de 21 000 pieds carrés à Everett, dans l'état de Washington, où s'effectuera l'assemblage final des systèmes de trains d'atterrissage devant être livrés aux installations de Boeing situées à proximité.



Le nouveau bâtiment John M. Cybulski à Cambridge, en Ontario

NOTRE RÉSEAU EN CROISSANCE



CANADA

1. Longueuil
2. St-Hubert
3. Laval
4. Toronto
5. Kitchener
6. Cambridge

ÉTATS-UNIS

7. Cleveland
8. Springfield
9. Wichita
10. Everett

ROYAUME-UNI

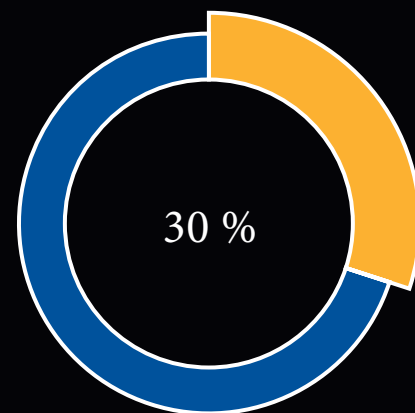
11. Bolton
12. Runcorn
13. Nottingham

SOUTIEN DE NOTRE GAMME CROISSANTE DE PRODUITS

Par le biais des acquisitions et de la croissance interne, la gamme de produits en service de Héroux-Devtek s'est continuellement élargie.

Une équipe de spécialistes est disponible en tout temps afin de fournir aux utilisateurs finaux du soutien et des publications techniques, des pièces de rechange, de même qu'un accès à des services de réparation.

Héroux-Devtek est fière de proposer des solutions entièrement intégrées, de la conception initiale jusqu'au soutien aux aéronefs en service.



La fourniture de produits et services sur le marché secondaire a représenté environ 30 % du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2015.

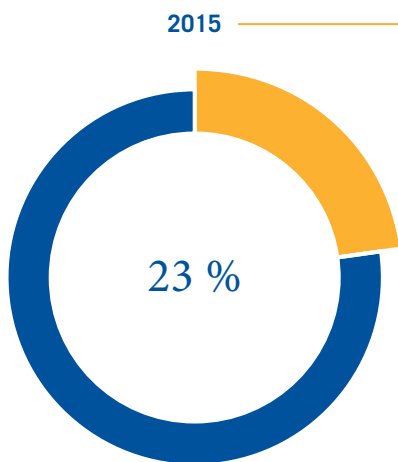


PROGRAMMES DE CONCEPTION

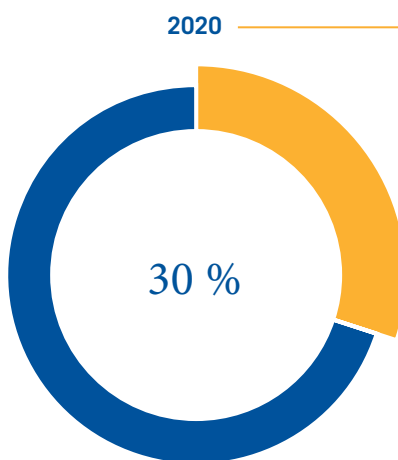
AU COURS DE L'EXERCICE 2015, CERTAINS APPAREILS ÉQUIPÉS DE SYSTÈMES DE TRAINS D'ATERRISSAGE CONÇUS PAR HÉROUX-DEVTEK ONT PROGRESSÉ À LA PHASE D'ACCÉLÉRATION DE PRODUCTION :

- Jets d'affaires Legacy 450/500 d'Embraer
- EC-175 d'Airbus Helicopters

Peu de temps après la clôture de l'exercice, soit le 2 juin 2015, le premier exemplaire de l'avion d'affaires Falcon 5X a été dévoilé à l'usine de Dassault Aviation située à Bordeaux-Mérignac, en France.



Les produits pour lesquels Héroux-Devtek détient la propriété intellectuelle ont représenté 23 % des ventes durant l'exercice 2015 grâce à la contribution des activités européennes pendant un exercice complet.



L'objectif déclaré d'Héroux-Devtek est de faire en sorte que les produits dont elle détient la propriété intellectuelle constituent 30 % des ventes d'ici 2020.

Airbus Helicopter EC-175



Embraer Legacy 500





Dassault Falcon 5X

F 5



HÉROUX DEVTEK 

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014

TABLE DES MATIÈRES

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation	5
Déclarations prospectives.....	5
Mesures non conformes aux IFRS.....	5
Aperçu général.....	7
Direction des affaires.....	7
Stratégie commerciale.....	8
Indicateurs de rendement clés.....	8
Gestion des risques.....	10
Tendances du marché.....	10
Principales réalisations de l'exercice 2015.....	11
Acquisition de APPH.....	11
Contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X.....	12
Données financières annuelles choisies.....	13
Opérations sur devises.....	14
Ventes consolidées.....	14
<i>Répartition géographique des ventes</i>	15
Marge brute.....	15
Frais de vente et d'administration.....	16
Charges non récurrentes.....	16
<i>Règlement d'un litige</i>	16
<i>Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée</i>	16
<i>Frais de restructuration</i>	17
<i>Frais liés à l'acquisition</i>	17
Résultat opérationnel.....	17
Frais financiers.....	17
Charge d'impôt sur le résultat.....	18
Résultat net.....	18
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global.....	19
Flux de trésorerie et situation financière.....	19
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	19
<i>Activités d'exploitation</i>	20
<i>Activités d'investissement</i>	21
<i>Activités de financement</i>	22
Régimes de retraite.....	22
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions.....	23
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées.....	23
Bilans consolidés.....	24

Aide gouvernementale.....	28
Engagements contractuels.....	28
Instrument ^s dérivés, postes hors bilan	28
Éventualités	29
Principales estimations et hypothèses comptables	29
Perte de valeur des actifs non financiers.....	29
Actifs d'impôt différé	30
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	30
Coûts de développement capitalisés.....	30
Provisions	30
Modifications des méthodes comptables.....	30
Modifications futures de méthodes comptables.....	31
CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES	31
Contrôles et procédures de communication de l'information.....	31
Contrôles internes à l'égard de l'information financière.....	31
Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière	31
RISQUES ET INCERTITUDES	32
Dépendance envers des clients importants.....	32
Disponibilité et prix des matières premières.....	32
Risques opérationnels	32
Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique	32
Conjoncture économique.....	33
Dépenses d'ordre militaire	33
Fluctuations des devises	33
Situation de trésorerie et accès à des sources de financement	33
Clauses restrictives.....	33
Fluctuation des taux d'intérêt.....	34
Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie.....	34
Questions d'ordre environnemental.....	34
Conventions collectives	34
Main-d'œuvre qualifiée	34
Obligations au titre des régimes de retraite.....	35
Risques associés à d'éventuelles acquisitions ainsi qu'à leur intégration	35
Risques de litige	35
Sécurité et efficacité des technologies de l'information	35
DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES	36
Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2015.....	36
PERSPECTIVES	37
Renseignements supplémentaires et information continue.....	38
RAPPORT DE LA DIRECTION.....	39
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS INDÉPENDANTS.....	40

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	41
BILANS CONSOLIDÉS.....	41
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS.....	42
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS.....	43
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	44
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	45
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	46
Note 1. Nature des activités et information sur la Société.....	46
Note 2. Base d'établissement.....	46
Note 3. Résumé des principales méthodes comptables.....	46
Note 4. Principales estimations et hypothèses comptables.....	56
Note 5. Acquisition d'entreprise.....	57
Note 6. Aide gouvernementale.....	58
Note 7. Coût des ventes et frais de vente et d'administration.....	59
Note 8. Frais financiers.....	59
Note 9. Charges non récurrentes.....	59
Note 10. Bénéfice par action.....	60
Note 11. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	61
Note 12. Stocks.....	61
Note 13. Instruments financiers dérivés.....	62
Note 14. Autres actifs à court terme.....	62
Note 15. Immobilisations corporelles.....	62
Note 16. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.....	64
Note 17. Goodwill.....	64
Note 18. Comptes fournisseurs et charges à payer.....	65
Note 19. Comptes fournisseurs - autres et autres passifs.....	65
Note 20. Provisions.....	66
Note 21. Dette à long terme.....	66
Note 22. Autres passifs.....	67
Note 23. Capital émis.....	68
Note 24. Cumul des autres éléments du résultat global.....	70
Note 25. Impôt sur le résultat.....	70
Note 26. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite.....	71
Note 27. Engagements.....	75
Note 28. Éventualités.....	75
Note 29. Variation nette des éléments hors trésorerie.....	75
Note 30. Informations géographiques.....	76
Note 31. Rémunération des principaux dirigeants.....	76
Note 32. Instruments financiers.....	76
Note 33. Gestion des risques financiers.....	77
Note 34. Risque lié à la gestion du capital.....	80

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2014 et le 31 mars 2015. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2015 à ceux de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mars 2015. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur ces états financiers consolidés préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse (y compris celles présentées à la rubrique intitulée « Perspectives ») constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le BAIIA, le BAIIA ajusté, le résultat opérationnel ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action ajusté pour évaluer sa performance financière. Ces mesures financières ne sont pas des mesures de rendement conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction de la Société et les investisseurs estiment toutefois que ces mesures leur procurent une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société pour les exercices clos les 31 mars sont calculés comme suit :

	2015 ⁽³⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
(000 \$)			
Résultat net	3 224	9 236	13 406
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	(2 523)	2 567	3 172
Frais financiers	5 860	3 816	3 852
Charge d'amortissement	18 360	13 280	12 533
Perte de valeur des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	7 924	—	—
BAIIA	32 845	28 899	32 963
Charges non récurrentes ⁽²⁾	14 936	6 901	—
BAIIA ajusté	47 781	35 800	32 963

(1) Découlant des activités poursuivies à la suite de la cession des lignes de produits Aérostructure et Industriels en août 2012.

(2) Comprend le règlement d'un litige, les frais de restructuration et les frais liés à l'acquisition – voir plus bas.

(3) Comprend les résultats de APPH pendant un exercice complet à la suite de son acquisition en février 2014.

L'augmentation de 12,0 millions de dollars du BAIIA ajusté, de l'exercice 2014 à l'exercice 2015, reflète essentiellement l'apport pendant un exercice complet de nos activités au Royaume-Uni et à Wichita, en partie contrebalancé par une hausse des frais de vente et d'administration, tel qu'expliqué dans les rubriques qui suivent.

Le résultat opérationnel ajusté de la Société pour les exercices clos les 31 mars est calculé comme suit :

	2015 ⁽³⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
(000 \$)			
Résultat opérationnel	6 561	15 619	20 430
Charges non récurrentes ⁽²⁾	22 860	6 901	—
Résultat opérationnel ajusté	29 421	22 520	20 430

(1) Découlant des activités poursuivies à la suite de la cession des lignes de produits Aérostructure et Industriels en août 2012.

(2) Comprend le règlement d'un litige, la perte de valeur des actifs incorporels à durée d'utilité déterminé, les frais de restructuration et les frais liés à l'acquisition.

(3) Comprend les résultats de APPH pendant un exercice complet à la suite de son acquisition en février 2014.

Le résultat net ajusté et le résultat par action ajusté de la Société pour les exercices clos les 31 mars sont calculés comme suit :

	2015 ⁽³⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
(000 \$, sauf les données par action)			
Résultat net	3 224	9 236	13 406
Charges non récurrentes, après impôts ⁽²⁾	16 188	6 022	—
Résultat net ajusté	19 412	15 258	13 406
Bénéfice par action – de base et dilué	0,09	0,29	0,43
Charges non récurrentes, après impôts	0,46	0,19	—
Bénéfice par action ajusté – de base et dilué	0,55	0,48	0,43

(1) Découlant des activités poursuivies à la suite de la cession des lignes de produits Aérostructure et Industriels en août 2012.

(2) Comprend le règlement d'un litige, la perte de valeur des actifs incorporels à durée d'utilité déterminé, les frais de restructuration et les frais liés à l'acquisition.

(3) Comprend les résultats de APPH pendant un exercice complet à la suite de son acquisition en février 2014.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation).

Le 3 février 2014, la Société a acquis la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita Inc., basée aux États-Unis (collectivement, « Royaume-Uni et Wichita »), des filiales de la société BBA Aviation Plc. Les activités d'exploitation du Royaume-Uni et Wichita sont des fournisseurs intégrés de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes et assemblages hydrauliques destinés aux fabricants d'équipement d'origine (« OEM ») et au marché des pièces de rechange. Leurs principales activités sont basées à Runcorn, Nottingham et Bolton, au Royaume-Uni, et à Wichita, au Kansas. Suite à l'acquisition, la Société couvre désormais les marchés nord-américain et européen, en plus d'avoir accru et diversifié sa clientèle.

Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe suite à l'acquisition des activités d'exploitation du Royaume-Uni et de Wichita. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener, Cambridge et à Toronto, en Ontario, à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, à Wichita, au Kansas, ainsi qu'à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions, et de l'usine de Bolton (« Bolton ») qui fabrique des filtres à fluides destinés aux moteurs d'aéronefs.

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination sociale de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en Bourse en 1986. En 2000, elle a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation. Les deux entités ont ensuite fusionné pour former Héroux-Devtek inc., l'un des plus importants fabricants de deuxième niveau (*second tier*) de l'industrie aérospatiale canadienne.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, All Tool Inc., deux sociétés privées américaines basées à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire (désormais appelées l'unité d'exploitation « Landing Gear USA »).

Héroux-Devtek vend ses produits surtout à des OEM comme Boeing, AgustaWestland, UTC Aerospace Systems (« UTAS »), Messier-Bugatti-Dowty, BAE System, mais également sur le marché secondaire où elle compte parmi ses principaux clients l'Armée de l'air américaine (USAF). Au cours de l'exercice financier 2015, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 60 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, deux des clients de la Société représentent 15 % et 13 % de ses ventes consolidées.

Direction des affaires

Les activités opérationnelles de la Société sont gérées de façon décentralisée afin de stimuler l'esprit d'entreprise et l'engagement de tous les employés. Elles disposent des ressources de gestion, d'ingénierie, de fabrication et de commercialisation nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des marchés qu'elles desservent. La croissance et la rentabilité de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de Bolton sont du ressort du chef de l'exploitation, tandis que la croissance et la rentabilité des activités de Magtron relèvent de la responsabilité du directeur général de Magtron. Ils relèvent directement du président et chef de la direction de la Société. D'autre part, les vice-présidents, Finances, le directeur des finances et les contrôleurs relèvent directement du chef de la direction financière de la Société.

Le siège social de la Société assume les responsabilités liées à la publication des résultats financiers et autres documents de la Société, veille à ce que cette dernière s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation d'information et prend la responsabilité des décisions de nature financière, notamment les besoins en financement et la gestion de trésorerie, ainsi que des orientations stratégiques entourant le développement des affaires. Le siège social de la Société fournit aussi un soutien aux activités opérationnelles pour la préparation de plans budgétaires et stratégiques, le développement de nouveaux produits et marchés, ainsi qu'en matière de gestion des relations publiques, de contrôles et rapports financiers, de conseils juridiques, de fiscalité, de ressources humaines et de technologies de l'information.

Stratégie commerciale

La stratégie commerciale de Héroux-Devtek consiste à se positionner comme une société internationale d'envergure mondiale et un fournisseur clé auprès de sa clientèle. Pour la Société, être un fournisseur clé signifie non seulement fournir des composants fabriqués, mais également offrir des services comme la conception, l'assemblage, la gestion de programmes ainsi que des pièces de rechange et des services de réparation, d'entretien et de soutien technique, et ce, dans le but de devenir un fournisseur de services complets et permettre à ses clients de se concentrer sur leurs activités principales. Pour y parvenir, la Société s'emploie à parfaire son savoir-faire technique et ses compétences en matière de gestion pour être en mesure d'ajouter de la valeur aux produits à un coût concurrentiel. Par ailleurs, la Société cherche à croître en vue d'atteindre une masse critique dans chacun de ses marchés, tout en conservant une situation financière saine et des rendements solides.

Concrètement, cette approche se traduit par :

- la spécialisation des usines;
- des systèmes d'information normalisés et compatibles à l'échelle de la Société;
- la migration des connaissances techniques et gestionnelles au sein de chacune des usines;
- une approche reposant sur l'allègement du processus de fabrication dans l'ensemble de ses usines (lean manufacturing);
- la stabilité des revenus par la conclusion d'ententes à long terme avec ses clients, lorsque possible;
- le maintien d'un équilibre dans la composition des ventes entre les marchés aérospatiaux civils et militaires;
- le maintien et le développement d'une culture entrepreneuriale reposant sur la participation, le dévouement et l'engagement de ses employés.

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d'acquisitions d'entreprises susceptibles de s'intégrer facilement à ses activités actuelles ou de lui procurer des technologies complémentaires aux siennes, et ce, dans le but d'accroître la valeur ajoutée qu'elle dégage de ses activités. En ce qui concerne la croissance interne, la Société vise :

- le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée par le truchement de ses activités liées à l'ingénierie de conception;
- l'établissement ou le renforcement de sa présence dans certains secteurs d'activité dont ceux du marché secondaire des services de réparation et d'entretien des trains d'atterrissage commerciaux et militaires, de la conception et de la fabrication de trains d'atterrissage de petite à grande dimension pour les fabricants d'origine d'aéronefs commerciaux et militaires;
- la diversification de la clientèle ce qui, en règle générale, signifie trouver de nouveaux fabricants d'origine susceptibles d'être intéressés par ses produits et services.

Indicateurs de rendement clés

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité;
- les liquidités;
- la croissance et la position concurrentielle;
- la satisfaction de la clientèle;
- la situation financière et les rendements.

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés (« IRC »). Le tableau qui suit présente un résumé de ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer :

Éléments évalués	Rentabilité	Liquidités	Croissance et position concurrentielle	Satisfaction de la clientèle	Situation financière et rendements
IRC	Marge brute	Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) et BAIIA ajusté	Ventes	Livraison en temps opportun	Fonds de roulement
	Résultat opérationnel et résultat opérationnel ajusté Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	Flux de trésorerie disponibles	Carnet de commandes fermes	Rendement et coûts liés à la non-qualité	Ratio de la dette à long terme/capitaux propres
	Objectifs en matière de réduction des coûts	Rendement sur l'actif net utilisé (RANU)	Part de marché sur les marchés de produits de créneaux dans lesquels la Société évolue	-	Ratio de la dette nette/capitaux propres
	Utilisation de la capacité de production	-	Valeur ajoutée aux produits en tant que pourcentage des ventes	-	Rendement des capitaux propres et RANU
Ce qui est évalué	Évaluation du rendement opérationnel	Évaluation de la génération de liquidités	Évaluation de la croissance, indicateurs des revenus futurs et évaluation de la position concurrentielle	Évaluation des engagements envers la clientèle et de la fiabilité des produits	Évaluation de la solidité de la situation financière à court et long terme et du rendement aux actionnaires

La plupart de ces IRC sont traités ultérieurement dans la présente analyse et seront également inclus dans les faits saillants financiers du rapport annuel de l'exercice financier 2015 de la Société.

Au cours de l'exercice 2015, diverses tendances du marché, faisant l'objet d'une explication détaillée à la rubrique ci-après intitulée « Tendances du marché », ont eu des répercussions sur les IRC de la Société.

En outre, le régime de rémunération incitative de la Société est fondé sur l'atteinte de certains objectifs financiers et d'objectifs individuels particuliers. Les objectifs financiers sont le RANU, le résultat opérationnel, les ventes, le résultat net et le bénéfice par action.

Gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société porte essentiellement sur la définition et l'évaluation des risques et des occasions d'affaires et sur la mise en place de stratégies et de contrôles permettant de gérer, de surveiller et de communiquer lesdits risques. Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière de gestion des risques, la Société a inclus les activités de gestion des risques et de contrôle aux responsabilités opérationnelles de la direction de chacune des unités d'exploitation. Ultiment, c'est au conseil d'administration qu'incombent les responsabilités de définir et d'évaluer les principaux risques d'affaires auxquels la Société est exposée, de passer en revue l'ensemble des risques liés au contexte commercial et de voir à l'implantation de systèmes appropriés de gestion des risques. Composés d'administrateurs indépendants, le comité des ressources humaines et de gouvernance et le comité d'audit aident le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités administratives en général.

La Société évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Certains de ces risques sont inhérents à la nature même de ses activités. Se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Risques et incertitudes ».

Tendances du marché

Les indicateurs clés dans le marché du transport aérien commercial ont été positifs pendant l'année civile 2014 grâce à une amélioration continue de l'économie mondiale. La demande dans le marché des passagers a continué de croître et le trafic, exprimé en kilomètres-passagers payants (« KPP »), a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année précédente, tandis que le transport de marchandises, exprimé en tonnes-kilomètres de marchandises (« TKM »), a pour sa part progressé de 4,5 %¹. Ces tendances se sont poursuivies durant les trois premiers mois de l'année civile 2015, ce qui s'est traduit par des progressions respectives de 6,1 % et 5,3 % des KPP et des TKM².

Les livraisons de l'industrie dans le secteur de gros porteurs commerciaux ont atteint un nouveau record au cours de l'année civile 2014, alors qu'Airbus et Boeing ont livré à eux deux 1 352 appareils, tandis que le nombre net de nouvelles commandes est demeuré élevé pour atteindre un total de 2 888 aéronefs³. Les deux avionneurs continuent également à procéder à des augmentations de cadence de production de plusieurs programmes d'envergure prévues jusqu'à la fin de l'année civile 2018⁴. Par ailleurs, leur carnet de commandes respectif représente plus de 8 ans de production aux cadences actuelles.

Dans le marché de l'aviation régionale, Embraer a livré 92 appareils au cours de l'année civile 2014, tandis que son carnet de commandes s'élevait à 459 appareils au 31 décembre 2014⁵. Bombardier a livré 84 appareils, dont des avions turbopropulseurs, au cours de l'année civile 2014 et son carnet de commandes s'élevait à 140 appareils au 31 décembre 2014⁶.

Les livraisons de jets d'affaires ont augmenté de 6,5 % durant l'année civile 2014, pour s'établir à 722 appareils. Qui plus est, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions continuent de s'améliorer. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 4,0 % aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a reculé de 1,5 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 11,0 % à la fin de l'année civile 2014⁷.

Le marché militaire a affiché une faiblesse persistante durant l'année civile 2014 alors que les gouvernements ont continué de chercher à résorber leurs déficits. Aux États-Unis, qui représentent le plus important marché militaire de la Société, bien que les coupes budgétaires imposées par le Congrès (*Sequestration*) aient été éliminées jusqu'à la fin de l'exercice financier 2015 du gouvernement américain, les demandes de financement en cours au-delà de cet horizon surpassent les limites budgétaires établies. Par exemple, le budget demandé par le département de la Défense américaine pour le financement de ses activités de base pour l'exercice financier 2016 s'élève à 534,3 milliards de dollars US, ce qui excède d'environ 35 milliards de dollars US le plafond budgétaire actuel établi dans le cadre de l'entente bipartite conclue sur le budget en 2013 (*Bi-Partisan Budget Act of 2013*). Ce déséquilibre fait planer le risque d'un retour des coupes budgétaires imposées par le Congrès pour l'exercice financier 2016 du gouvernement américain⁸.

La rubrique intitulée « Perspectives » à la fin de la présente analyse traite des divers effets de ces tendances du marché sur les activités de la Société.

¹ Source : Communiqués de presse de l'IATA publiés les 4 février 2015 et 5 février 2015.

² Source : Communiqués de presse de l'IATA publiés les 6 mai 2015 et 5 mai 2015.

³ Sources : Communiqué de presse d'Airbus publié le 13 janvier 2015; Communiqué de presse de Boeing publié le 6 janvier 2015.

⁴ Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 27 février 2015, 4 novembre 2014 et 24 février 2014. Communiqués de presse de Boeing publiés les 2 octobre 2014, 24 janvier 2014 et 31 octobre 2013.

⁵ Source : Communiqué de presse d'Embraer publié le 13 janvier 2015.

⁶ Source : Rapport financier 2014 de Bombardier publié le 12 février 2015.

⁷ Sources : Communiqué de presse de GAMA publié le 11 février 2015; rapport de la FAA sur les jets d'affaires de janvier 2015; communiqué de presse de JetNet publié le 9 février 2015.

⁸ Source : Communiqué de presse du Département de la Défense des États-Unis publié le 2 février 2015.

Principales réalisations de l'exercice 2015

- Héroux-Devtek a généré des ventes de 364,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2015, en hausse de 92,9 millions de dollars, ou 34,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable à une contribution supplémentaire de 83,5 millions de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita. Si l'on exclut ce facteur, les ventes dans le secteur commercial ont augmenté de 20,2 millions de dollars, ou 17,6 %, tandis que les ventes dans le secteur militaire ont reculé de 10,9 millions de dollars, ou 7,7 %. Le BAIIA ajusté, qui exclut les charges non récurrentes, s'est chiffré à 47,8 millions de dollars, ou 13,1 % des ventes, en hausse par rapport à 35,8 millions de dollars, ou 13,2 % des ventes un an plus tôt. Le résultat net s'est élevé à 3,2 millions de dollars, soit 0,09 \$ par action diluée (résultat net ajusté de 19,4 millions de dollars, soit 0,55 \$ par action sur une base diluée, si l'on exclut des charges non récurrentes de 16,2 millions de dollars après impôts), comparativement à un résultat net de 9,2 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action sur une base diluée (résultat net ajusté de 15,3 millions de dollars, ou 0,48 \$ par action sur une base diluée, si l'on exclut des charges non récurrentes de 6,0 millions de dollars après impôts) lors du précédent exercice.
- En mai 2014, Héroux-Devtek a annoncé un plan d'investissement en immobilisations d'envergure (le « Plan ») visant à permettre à la Société d'approvisionner Boeing en systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux programmes du B-777 et du B-777X. Le Plan prévoit un investissement total de 105 millions de dollars qui s'échelonne sur les exercices financiers 2015 et 2016 de la Société. La rubrique intitulée « Contrat portant sur les appareils Boeing B-777 et B-777X » plus loin fournit de plus amples renseignements sur les principaux éléments du Plan.
- En juillet 2014, Héroux-Devtek a renouvelé deux importants contrats à long terme. Ces renouvellements comprennent :
 - Un contrat avec Bell Helicopter portant sur la fabrication de composants et assemblages destinés à différents programmes d'hélicoptères. Le renouvellement couvre une période de cinq ans qui s'échelonne de l'année civile 2015 à l'année civile 2019 et porte sur la production de composants de nouveaux appareils ainsi que pour le marché secondaire. Selon les prévisions à l'égard du programme au moment du renouvellement, la valeur totale de cette entente pluriannuelle pourrait dépasser 46 millions de dollars.
 - Un contrat avec Viking Air Limited portant sur la fabrication du train d'atterrissage avant de l'avion Twin Otter de la série 400. Le renouvellement prolonge l'entente actuelle jusqu'à la fin de l'année civile 2018 et comprend aussi la production de composants destinés au marché secondaire. Selon les prévisions concernant le programme au moment du renouvellement, la valeur totale de cette entente pluriannuelle pourrait atteindre environ 20 millions de dollars.
- En août 2014, la Société a obtenu un contrat pluriannuel portant sur la fabrication de tubes de torsion destinés à l'appareil Boeing 787 Dreamliner. Conformément aux termes de l'entente encadrant ce nouveau mandat pour Héroux-Devtek, les livraisons ont commencé au début de l'année civile 2015.
- En novembre 2014, Héroux-Devtek a annoncé la nomination de Martin Brassard au poste de vice-président et chef de l'exploitation de Héroux-Devtek. Sa nomination témoigne de ses grandes habiletés comme gestionnaire et leader. Au cours de ses 20 années passées au sein de la Société, il a acquis une solide connaissance de notre secteur d'affaires et de ses enjeux stratégiques, tout en développant des relations fructueuses avec les clients, les employés et les nombreux partenaires de la Société.
- En février 2015, Héroux-Devtek a conclu une alliance stratégique avec C&L Aviation Group (« C&L ») aux États-Unis visant à bonifier les services mondiaux d'entretien, de réparation et de révision (« MRO ») ainsi que le soutien offert aux exploitants de toutes les versions de la famille des avions Saab 340. Cette nouvelle alliance met en commun l'expertise de Héroux-Devtek comme concepteur et fabricant de trains d'atterrissage et les connaissances et capacités de C&L comme exploitant et fournisseur de services aéronautiques. Elle permet aussi de bonifier encore davantage le soutien à l'échelle mondiale du train d'atterrissage déjà offert par Saab en Suède, de même que par REX et ACS sur le marché de l'Australasie, tout en procurant à la Société une plus grande visibilité sur l'attrayant marché des pièces de rechange et des services de réparation et d'entretien.

Acquisition de APPH

Comme indiqué précédemment dans les états financiers consolidés audités du précédent exercice, le 3 février 2014, la Société a signé une entente visant l'acquisition de la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita Inc., basée aux États-Unis (collectivement, « APPH »), auprès de BBA Aviation Plc (LSE : BBA), pour une contrepartie de 124,2 millions de dollars US (138,7 millions de dollars), déduction faite de la trésorerie acquise de 3,8 millions de dollars US (4,3 millions de dollars). Pour financer cette acquisition, la Société a utilisé 54,9 millions de dollars US (61,3 millions de dollars) de ses liquidités disponibles et a prélevé un montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars) sur sa facilité de crédit existante.

APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux OEM et au marché des pièces de rechange, qui approvisionne les secteurs militaire et commercial du marché de l'aérospatiale. APPH se spécialise dans la conception, l'ingénierie, la fabrication et le soutien après-vente de trains d'atterrissage et de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux aéronefs civils et militaires à voilure fixe et tournante. Héroux-Devtek a fait l'acquisition de quatre usines situées au Royaume-Uni et d'une autre à Wichita, au Kansas. Ces usines comptent au total environ 400 employés, dont 40 professionnels œuvrant au sein du service d'ingénierie de conception. Les principaux programmes de conception auxquels participe APPH comprennent notamment les systèmes de trains d'atterrissage des appareils Hawk (BAE Systems), SAAB 340, SAAB 2000, SAAB Gripen, AW101 (AgustaWestland), C27J Spartan (Alenia) et EC175 (Airbus Helicopters).

L'acquisition de APPH élargit la présence géographique de la Société sur le marché européen, procure à la Société du contenu important dans le cadre de plusieurs programmes d'envergure, accroît et diversifie davantage la clientèle de la Société et augmente son exposition à l'attrayant marché des pièces de rechange. Du fait qu'elle tire la majeure partie de ses revenus de programmes en vertu desquels elle est titulaire des droits sur les dessins dans le cadre de mandats valides pour la durée de vie utile des appareils, APPH procure aussi à Héroux-Devtek une proportion accrue de programmes de produits propriétaires par rapport aux activités de fabrication sur devis.

Les frais liés à l'acquisition comptabilisés par la Société se sont élevés à 5,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Ces frais sont principalement constitués d'honoraires professionnels et de frais de transaction ainsi que d'autres dépenses engagées dans le cadre de l'acquisition de APPH.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a achevé la répartition du prix d'achat. Les ajustements et reclassements sont principalement liés à l'évaluation des coûts et des obligations associées à des programmes aérospatiaux spécifiques.

(en milliers \$)	Répartition du prix d'achat, telle que présentée initialement	Ajustements et reclassements	Répartition finale du prix d'achat
Trésorerie	4 264 \$	— \$	4 264 \$
Comptes clients	15 548	(3 634)	11 914
Stocks	39 310	629	39 939
Autres actifs à court terme	854	764	1 618
Total de l'actif à court terme	59 976	(2 241)	57 735
Immobilisations corporelles	14 896	—	14 896
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ⁽¹⁾	25 469	—	25 469
Actifs d'impôt différé	1 098	1 554	2 652
Total de l'actif à long terme	41 463	1 554	43 017
Comptes fournisseurs et charges à payer	12 535	3 072	15 607
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs ⁽²⁾	1 698	179	1 877
Provisions	5 611	1 683	7 294
Total du passif à court terme	19 844	4 934	24 778
Autres passifs ⁽²⁾	3 306	958	4 264
Total du passif à long terme	3 306	958	4 264
Actifs et passifs identifiables, montant net	78 289	(6 579)	71 710
Goodwill à l'acquisition ⁽³⁾	64 713	6 579	71 292
Total de la contrepartie	143 002	—	143 002
Trésorerie acquise	4 264	—	4 264
Sortie de fonds, montant net	138 738 \$	— \$	138 738 \$

⁽¹⁾ Principalement des relations clients et des contrats.

⁽²⁾ Essentiellement des produits différés.

⁽³⁾ Surtout attribué à la ligne de produits Trains d'atterrissage.

Dans la présente analyse, la direction explique les résultats consolidés qui englobent ceux de APPH (maintenant appelée « activités au Royaume-Uni et à Wichita »). Les résultats des activités au Royaume-Uni et à Wichita du précédent exercice ne couvrent que la période du 3 février 2014 au 31 mars 2014, ce qui ne représente pas un exercice complet de douze mois, comparativement à cette année. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats du présent exercice afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice sur l'autre.

Contrat portant sur les appareils Boeing 777 et 777X

En décembre 2013, HDI Landing Gear USA Inc., une filiale en propriété exclusive de Héroux-Devtek, a signé un contrat à long terme avec la société The Boeing Company (« Boeing ») pour la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux programmes des appareils Boeing B-777 et B-777X (« B-777 »). Ce contrat est le plus important jamais accordé aux activités de trains d'atterrissage de Héroux-Devtek.

En vertu du contrat à long terme, HDI Landing Gear USA Inc. fournira des systèmes complets de trains d'atterrissage, y compris les trains d'atterrissage principaux et avant, ainsi que la contrefiche longitudinale du train avant. Le contrat englobe aussi la fabrication de pièces de rechange qui seront vendues par Boeing sur le marché secondaire. Aux termes du contrat pluriannuel, les livraisons commenceront au début de l'année civile 2017 avec une option de prolongation du contrat jusqu'en 2028.

Afin de mener à bien cet important contrat à long terme, la Société a mis en place un plan d'investissement en immobilisations d'envergure qui nécessitera un investissement total de 105 millions de dollars échelonné sur les exercices financiers 2015 et 2016 de la Société. Les principaux éléments de ce plan englobent :

- La construction d'une nouvelle usine ultramoderne de 108 000 pieds carrés à Cambridge, en Ontario, a été complétée. L'usine a été inaugurée le 26 février 2015 et de l'équipement à la fine pointe de la technologie est en cours d'installation. Cette usine fabriquera principalement des composants complexes de trains d'atterrissage de grande taille.
- L'agrandissement de l'usine de Cleveland, dans l'Ohio, qui procurera aux installations de la capacité supplémentaire de finition de composants et un centre de sous-assemblage très moderne. L'agrandissement de l'immeuble, qui a pratiquement doublé la superficie de l'usine à environ 100 000 pieds carrés, a été terminé à la fin de l'exercice 2015, tandis que les capacités de finition devraient être en place d'ici la première moitié de l'exercice 2016.
- Des investissements en machinerie et équipement, de même que certaines améliorations aux usines de Springfield, en Ohio, et de Laval, au Québec. Ces installations se consacreront principalement à la fabrication de composants critiques et complexes de plus petite taille. L'usinage des composants a débuté à l'usine de Springfield en décembre 2014.
- La location d'une nouvelle installation d'une superficie de 21 000 pieds carrés à Everett, dans l'état de Washington. Cette usine effectuera l'assemblage final des systèmes de trains d'atterrissage devant être livrés aux installations de Boeing situées à proximité. L'usine devrait entrer en activité vers la fin de l'année civile 2015.

Au 31 mars 2015, la Société avait effectué des investissements de 68,8 millions de dollars dans le cadre de ce plan comprenant l'acquisition d'immobilisations corporelles pour un montant de 47,2 millions de dollars (la totalité au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015) et des dépôts sur de la machinerie et de l'équipement d'un montant cumulatif de 21,6 millions de dollars (au cours des exercices clos les 31 mars 2014 et 2015).

Ce plan d'investissement est financé au moyen des liquidités disponibles de la Société et de sa facilité de crédit existante, de même que par le biais de contrats de location-financement.

DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les trois derniers exercices clos les 31 mars :

(en milliers \$, sauf les données par action)	2015	2014	2013 ⁽¹⁾
Ventes	364 916	272 034	257 022
BAIIA	32 845	28 899	32 963
BAIIA ajusté	47 781	35 800	32 963
Résultat net	3 224	9 236	13 406
Résultat net ajusté	19 412	15 258	13 406
Bénéfice par action (\$) – de base et dilué	0,09	0,29	0,43
Bénéfice par action ajusté (\$) – de base et dilué	0,55	0,48	0,43
Actif total	575 453	513 967	389 115
Passifs financiers à long terme ⁽²⁾	127 729	158 046	76 902
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 098	47 347	101 256

⁽¹⁾ Découlant des activités poursuivies à la suite de la cession des lignes de produits Aérostructure et Industriels en août 2012.

⁽²⁾ Représente la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, les instruments financiers dérivés ainsi que les passifs au titre des régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres passifs.

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des charges et des éléments d'actif et de passif de ses établissements à l'étranger (États-Unis et Royaume-Uni), de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés et traités comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux méthodes comptables de la Société. Aux dates des bilans, les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger.

Les taux de change de clôture et les taux de change moyens s'établissaient comme suit aux 31 mars 2015 et 2014, soit les dates de clôture respectives des exercices financiers 2015 et 2014 :

	2015	2014
\$ Canadien/équivalent 1 \$ US		
Taux moyen pour les exercices clos les 31 mars	1,1392	1,0538
Taux de clôture aux 31 mars	1,2666	1,1055
\$ Canadien/équivalent 1 livre anglaise (« GBP »)		
Taux moyen pour les exercices clos le 31 mars	1,8322	1,8262
Taux de clôture aux 31 mars	1,8792	1,8430

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué de 8,1 % d'un exercice à l'autre, et cette baisse a eu un impact positif sur les ventes et les résultats libellés en dollars US de la Société, incluant essentiellement ceux des activités opérationnelles canadiennes, excluant les fluctuations des contrats de change à terme. La valeur moyenne du dollar canadien a légèrement fléchi par rapport à celle de la livre sterling, ce qui a eu une incidence marginale sur les ventes consolidées de la Société. Depuis le 31 mars 2014, les variations des taux de clôture présentés ci-dessus (« taux de change ») ont eu un impact favorable (gain) sur les postes du bilan libellés en dollars US et en GBP de la Société. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar US) et en atténuer les effets. Au 31 mars 2015, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 119,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,1297. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois d'avril 2015 et mars 2018, mais principalement au cours des deux prochains exercices.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées ont progressé de 92,9 millions de dollars, soit 34,1 %, pour s'établir à 364,9 millions de dollars cette année, comparativement à 272,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Cette augmentation traduit essentiellement la contribution supplémentaire aux ventes de 83,5 millions de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita pendant un exercice complet. Si l'on exclut ce facteur, les ventes commerciales ont augmenté de 20,2 millions de dollars, ou 16,6 %, en raison principalement d'un accroissement des ventes réalisées dans le cadre de certains programmes de gros porteurs commerciaux et de la mise en production de nouveaux trains d'atterrissage conçus par Héroux-Devtek inc., tandis que les ventes de produits militaires ont reculé de 10,9 millions de dollars, ou 7,3 %, en raison essentiellement d'une baisse de la demande pour des pièces de rechange de la part du gouvernement américain. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 13,0 millions de dollars, ou 4,8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	2015	2014	Variation	
	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	191 048	150 279	40 769	27,1
Commercial	173 868	121 755	52 113	42,8
Total	364 916	272 034	92 882	34,1

⁽¹⁾ Comprend les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires ont augmenté de 40,8 millions de dollars cette année, soit 27,1 %, pour atteindre 191,0 millions de dollars cette année, comparativement à 150,3 millions de dollars lors du précédent exercice. La progression reflète principalement l'apport supplémentaire aux ventes de produits militaires de 51,7 millions de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita pendant un exercice complet. Si l'on exclut ce facteur, les ventes de produits militaires ont reculé de 10,9 millions de dollars, ou 7,3 %, en raison essentiellement d'une baisse de la demande pour des pièces de rechange de la part du gouvernement américain, principalement dans le cadre des programmes des appareils C-5A, P-3 et F-18, qui reflète la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine ces dernières années, en partie contrebalancée par un accroissement du volume des ventes liées aux programmes du F-35 et de l'hélicoptère CH-47, ainsi qu'un impact favorable de 6,5 millions de dollars résultant des fluctuations de change par rapport au précédent exercice.

Les ventes commerciales ont progressé de 52,1 millions de dollars cette année, soit 42,8 %, pour atteindre 173,9 millions de dollars, comparativement à 121,8 millions de dollars un an auparavant. Cette hausse traduit essentiellement la contribution additionnelle aux ventes commerciales de 31,9 millions de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita pendant un exercice complet, notamment l'apport du nouveau système de train d'atterrissage conçu pour l'hélicoptère Airbus EC-175. Si l'on exclut ce facteur, les ventes commerciales ont augmenté de 20,2 millions de dollars, ou 16,6 %, en raison principalement de l'accroissement des cadences de production des programmes de gros porteurs commerciaux B-777 et B-787, de la mise en production du nouveau système de train d'atterrissage conçu par Héroux-Devtek inc. pour le programme des appareils Legacy 450/500 d'Embraer ainsi que de l'incidence favorable de 6,5 millions de dollars résultant des fluctuations de change, en partie contrebalancés par un recul des ventes liées au programme du CL-415 sur le marché secondaire. Les systèmes nouvellement conçus qui ont été mis en production cette année sont destinés notamment aux programmes des avions Legacy 450/500 d'Embraer et de l'hélicoptère EC-175 d'Airbus.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	2015	2014
	(%)	(%)
Canada	23	29
États-Unis	49	62
Royaume-Uni	14	3
Autres pays	14	6
Total	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes réalisées au Royaume-Uni et dans d'autres pays, principalement à des clients européens, résultant de l'apport des activités au Royaume-Uni et à Wichita pendant un exercice complet.

Marge brute

La marge brute consolidée s'est établie à 59,2 millions de dollars pour l'exercice, soit 16,2 % des ventes, en hausse de 16,7 millions de dollars, ou 0,6 % des ventes, par rapport à 42,4 millions de dollars, ou 15,6 % des ventes l'an dernier. Cette augmentation traduit principalement la contribution additionnelle de 18,1 millions de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita. Si l'on exclut ce facteur, la marge brute a fléchi de 1,4 million de dollars, ou 1,0 % des ventes en dépit d'un impact favorable de 0,4 % résultant des fluctuations de change. Le recul de la marge brute, en dollars et en pourcentage des ventes, s'explique par une composition des ventes moins avantageuse et une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication, tous deux résultant d'une baisse des ventes sur le marché secondaire, comparativement à l'exercice précédent.

Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration pour les exercices clos le 31 mars se sont établis comme suit :

	2015	2014
Frais de vente et d'administration (en milliers \$)	29 755	19 908
% des ventes	8,2	7,3

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 29,8 millions de dollars cette année, soit 8,2 % des ventes, comparativement à 19,9 millions de dollars, ou 7,3 % des ventes un an auparavant. Si l'on exclut l'impact des activités au Royaume-Uni et à Wichita pendant un exercice complet, les frais de vente et d'administration ont augmenté de 1,7 millions de dollars, ou 0,6 % des ventes. Cette augmentation en dollars et en pourcentage des ventes est essentiellement attribuable à une charge de 1,0 million de dollars relative à l'adoption récente par la Société d'un régime d'unités d'actions liées au rendement (« régime d'UAR ») et d'une hausse de 1,0 million de dollars de la charge d'options sur actions. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par un gain de change de 1,4 million de dollars réalisé cette année, découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises, comparativement à un gain de change de 1,1 million de dollars lors de l'exercice précédent, en excluant les activités au Royaume-Uni et à Wichita.

Charges non récurrentes

Les charges non récurrentes pour les exercices clos les 31 mars comprennent les éléments suivants :

	2015 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)
Règlement d'un litige	11 160	—
Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	7 924	—
Frais de restructuration	3 326	1 884
Frais liés à l'acquisition	—	5 017
	22 860	6 901

Règlement d'un litige

Le 5 février 2014, Goodrich Corporation, membre du groupe UTC Aerospace Systems («UTAS»), a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de la Société auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale quant à une allégation de violation d'un engagement de non-concurrence prévu dans une entente intervenue entre Goodrich Corporation et Devtek Aerospace Inc. relativement à la fabrication de pistons.

Le 27 mai 2015, la Société a conclu un protocole de règlement avec UTAS relativement à ce litige et le règlement définitif devrait être finalisé dans les jours qui suivent, sous réserve de la conclusion d'une entente relative aux modalités de la prolongation de deux contrats existants conclus avec UTAS portant sur la fourniture de diverses pièces d'aéronefs. La société a comptabilisé une charge de 11,6 millions de dollars, incluant les frais juridiques engagés pour l'exercice terminé le 31 mars 2015. Un montant de 10,1 millions de dollars est comptabilisé dans les litiges et autres provisions dans le bilan consolidé de la Société au 31 Mars 2015.

Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Le 15 janvier 2015, Bombardier, une société publique canadienne, a annoncé sa décision de faire une pause dans son programme de jets d'affaires Learjet 85 en raison de la faible demande pour la catégorie des avions d'affaires légers et d'une révision à la baisse des prévisions pour le marché des avions d'affaires. La Société est le concepteur et fournisseur du système complet de trains d'atterrissage de cet appareil. À la suite de la décision de Bombardier, la Société a soumis les coûts liés au Learjet 85 à un test de dépréciation, lesquels consistent principalement en coûts de développement capitalisés, stocks et obligations, et a comptabilisé une perte de valeur de 7,9 millions de dollars à l'égard des coûts de développement capitalisés associés à ce programme.

Pour déterminer la perte de valeur, la Société a établi un montant recouvrable pour les coûts de développement capitalisés fondé sur le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de sa valeur d'utilité. Le calcul est plus sensible aux facteurs suivants :

- le taux d'actualisation utilisé qui a été établi à 7,8 %,
- les flux de trésorerie futurs attendus.

Le tableau suivant présente la sensibilité du montant recouvrable et l'incidence qui en découle sur la perte de valeur par suite d'une augmentation du taux d'actualisation ou d'une diminution des flux de trésorerie futurs attendus, utilisés indépendamment les uns des autres et en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées.

Augmentation de la perte de valeur

	(en milliers \$)
Augmentation du taux d'actualisation de 100 points de base	161
Diminution des flux de trésorerie futurs attendus de 10%	576

Frais de restructuration

Au cours de l'exercice précédent, soit le 16 janvier 2014, en raison de la baisse substantielle de la demande sur le marché secondaire des produits militaires par le gouvernement américain, la Société a annoncé un plan visant l'optimisation et la consolidation de sa capacité de production, tout en améliorant davantage la productivité dans l'ensemble de l'entreprise. Ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés, mais ont donné lieu à certains frais de restructuration. De plus, à la suite de l'acquisition d'APPH, la Société a engagé des frais de restructuration liés à l'intégration des activités d'APPH, de son personnel et de son infrastructure technologique avec ses propres activités antérieures à l'acquisition. Ces initiatives étaient en grande partie achevées au 31 mars 2015.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, ces frais de restructuration ont totalisés 3,3 millions de dollars (1,9 million de dollars en 2014), et comprennent des prestations de cessation d'emploi de 2,1 millions de dollars (1,4 million de dollars en 2014), une perte de valeur négligeable au titre de l'équipement (0,2 million de dollars en 2014), des coûts de démantèlement d'équipement de 0,9 million de dollars (aucun en 2014) et d'autres coûts connexes de 0,3 million de dollars (0,3 million de dollars en 2014). Au 31 mars 2015, la tranche non payée des frais de restructuration est présentée dans les provisions à court terme au montant de 1,4 million de dollars (0,9 million de dollars au 31 mars 2014) et dans les autres passifs au montant de 0,4 million de dollars (0,3 million de dollars au 31 mars 2014) aux bilans consolidés de la Société.

Frais liés à l'acquisition

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, les frais liés à l'acquisition ont totalisé 5,0 millions de dollars. Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels, des charges et des frais de transaction engagés dans le cadre de l'acquisition des activités au Royaume Uni et à Wichita.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 6,6 millions de dollars, soit 1,8 % des ventes, pour l'exercice financier clos le 31 mars 2015 (29,4 millions de dollars, ou 8,1 % des ventes, si l'on exclut les charges non récurrentes), comparativement à celui de 15,6 millions de dollars, ou 5,7 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice (22,5 millions de dollars, ou 8,3 % des ventes l'an dernier, si l'on exclut les charges non récurrentes). Si l'on exclut la contribution additionnelle de 9,9 millions de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita ainsi que les charges non récurrentes, le résultat opérationnel de la Société s'est chiffré à 19,4 millions de dollars, ou 6,9 % des ventes, en raison de la diminution de la marge brute jumelée à la hausse des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 5,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2015, alors qu'ils avaient totalisé 3,8 millions de dollars lors de l'exercice précédent. L'augmentation des frais financiers comparativement à l'exercice précédent est principalement attribuable à une hausse des frais d'intérêt de 0,9 million de dollars, en partie contrebalancée par une baisse de la commission d'attente de 0,2 million de dollars, toutes deux résultant de l'augmentation des montants prélevés sur la facilité de crédit de la Société à la suite de l'acquisition des activités au Royaume-Uni et à Wichita. L'augmentation s'explique également par la hausse des intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales plus élevés de 0,7 million de dollars et par une charge supplémentaire de 0,9 million de dollars résultant d'ajustements du taux d'actualisation relativement à des obligations liées à la mise hors service d'actifs à la suite d'une diminution du taux d'actualisation cette année.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est élevée à 2,5 million de dollars tandis qu'il représentait une charge d'impôt de 2,6 millions de dollars l'an dernier. La charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014 a été calculée comme suit :

	2015 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,7 %	187	3 151
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(3 032)	(607)
Différences permanentes	467	1 160
Autres éléments	(145)	(1 137)
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	(2 523)	2 567

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, les autres éléments comprenaient une réduction de 0,1 million de dollars et de 1,1 million de dollars, respectivement, des passifs d'impôt différé en raison de changements relatifs à des questions de vérification fiscale, de jurisprudence et de législation fiscale. Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, les différences permanentes sont principalement liées à la charge au titre de la rémunération à base d'actions non déductible, tandis que lors du précédent exercice, les différences permanentes étaient principalement associées aux frais liés à l'acquisition, comme il est expliqué plus haut.

Aux 31 mars 2015 et 2014, il n'y avait aucun report prospectif de pertes opérationnelles ni de différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2015, la Société comptait une perte autre qu'en capital disponible pour report en avant au niveau fédéral de 6,0 millions de dollars (0,4 million de dollars en 2014) et d'une perte autre qu'en capital au Royaume-Uni disponible pour report en avant de 22,5 millions de dollars.

Au 31 mars 2015, les différences temporelles associées aux investissements dans des filiales pour lesquelles un passif d'impôt différé n'avait pas été comptabilisé totalisaient 10,3 millions de dollars (zéro en 2014).

Résultat net

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a enregistré un résultat net de 3,2 millions de dollars, soit 0,9 % des ventes (résultat net ajusté de 19,4 millions de dollars, ou 5,3 % des ventes, lorsque l'on exclut les charges non récurrentes de 16,2 millions de dollars, après impôts), comparativement à un résultat net de 9,2 millions de dollars, ou 3,4 % des ventes (résultat net ajusté de 15,3 millions de dollars, ou 5,6 % des ventes, lorsque l'on exclut les charges non récurrentes de 6,0 millions de dollars, après impôts) lors de l'exercice précédent.

	2015	2014
Résultat net (en milliers \$) ⁽¹⁾	3 224	9 236
Bénéfice par action – de base et dilué (\$)	0,09	0,29

⁽¹⁾ Déduction faite de charges non récurrentes de 16,2 millions de dollars et 6,0 millions de dollars, après impôts dans les deux cas, pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, respectivement.

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 34 901 780 pour l'exercice financier 2015 et de 31 536 316 lors de l'exercice précédent, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 35 016 396 pour l'exercice 2015 et de 31 661 839 pour l'exercice précédent. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants le 26 juin 2014 (voir plus bas).

Le 27 mai 2015, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 35 958 037 actions ordinaires et 747 346 options sur actions ordinaires en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 5,24 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2015, les autres éléments de la perte globale inclus dans le résultat global sont essentiellement attribuables à des pertes nettes sur évaluation des instruments financiers dérivés et à des pertes nettes sur couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger, toutes deux résultant de l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne. Ils comprennent aussi des pertes nettes provenant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société du fait de la baisse du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies, déduction faite des gains résultant de la réalisation d'un rendement plus élevé que prévu sur les actifs des régimes. Ces variations défavorables sur le résultat global ont été en partie contrebalancées par la réalisation de gains sur conversion des états financiers d'établissements à l'étranger, résultant de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport à la devise canadienne.

Flux de trésorerie et situation financière

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. Au 31 mars 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 35,1 millions de dollars, comparativement à 47,3 millions de dollars au 31 mars 2014.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit ») consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 200 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars US, en livres sterling ou en euros, et viendra à échéance en mars 2019. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit d'un montant additionnel de 75 millions de dollars, pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 31 mars 2015, la Société avait prélevé un montant de 56,7 millions de dollars sur sa facilité de crédit, à la suite du remboursement effectué au cours de l'exercice (voir plus bas), comparativement à 100,9 millions de dollars au 31 mars 2014. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible ainsi que du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 31 mars, la Société affichait la situation de dette nette suivante calculée comme suit :

	2015	2014
	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	114 202	150 466
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 098	47 347
Situation de dette nette	79 104	103 119

⁽¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,3 million de dollars (1,6 million de dollars en 2014).

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et activités connexes et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités abandonnées, à la suite de la cession de ses lignes de produits Aérostructure et Industriels en août 2012, comme suit :

	2015	2014
	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	29 347	20 935
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	17 955	8 897
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies	47 302	29 832
Variation nette des éléments hors trésorerie liée aux activités abandonnées	(1 082)	(3 792)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	46 220	26 040

L'augmentation de 8,4 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, par rapport à l'exercice précédent, s'explique essentiellement par la contribution des activités au Royaume-Uni et à Wichita pendant un exercice complet, en partie contrebalancée par la charge liée au règlement d'un litige, comme expliqué ci-dessus.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités abandonnées comprend principalement un versement d'impôt final relatif à l'exercice 2013, tandis qu'ils comprenaient un versement d'impôt sur le résultat de l'exercice 2013 lors du précédent exercice.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	2015	2014
	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Comptes clients	(9 103)	(3 944)
Stocks	3 723	6 079
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (ci-après appelés « comptes fournisseurs »)	5 500	(1 120)
Avances de clients	8 917	9 409
Provisions	10 565	436
Facturations progressives	(958)	(4 569)
Impôts à payer et à recevoir	(3 226)	2 283
Autres, incluant l'incidence des variations des taux de change	2 537	323
	17 955	8 897

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2015, l'augmentation des comptes clients et des comptes fournisseurs reflète essentiellement un accroissement des ventes au quatrième trimestre comparativement au quatrième trimestre du précédent exercice, jumelé à une hausse du taux de change utilisé aux fins de conversion des comptes clients et comptes fournisseurs libellés en devises étrangères. La réduction nette des stocks et des facturations progressives reflète principalement la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, en partie contrebalancée par une augmentation des stocks liés à l'accroissement du carnet de commandes fermes dans le secteur commercial. L'augmentation des avances de clients depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à des paiements reçus d'un client relativement à un contrat à long terme tandis que l'augmentation de la provision reflète principalement la provision supplémentaire liée au règlement d'un litige. L'augmentation des impôts à recevoir reflète principalement une diminution de la charge d'impôt courante sur le résultat par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2014, l'augmentation des comptes clients découlant des activités poursuivies était principalement attribuable à l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé aux fins de conversion des soldes de fin d'exercice des comptes clients libellés en dollars US. La réduction nette des stocks et des facturations progressives reflétait essentiellement la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, en partie contrebalancée par une hausse des stocks liés à l'accroissement du carnet de commandes fermes dans le secteur commercial. L'augmentation des avances de clients l'an dernier, par rapport à l'exercice antérieur, était attribuable principalement à des paiements reçus d'un client relativement à un contrat à long terme. La réduction des impôts à payer et à recevoir reflétait principalement une hausse de la charge d'impôt courante sur le résultat découlant des activités poursuivies, par rapport à l'exercice précédent, déduction faite du versement d'impôt final effectué au cours de l'année relativement au solde à payer de l'exercice précédent.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	2015	2014
	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Acquisition d'entreprise	—	(138 738)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(52 292)	(9 726)
Dépôts - machinerie et équipement	(10 438)	(12 634)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(2 643)	(7 942)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	415	192
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(64 958)	(168 848)

Les acquisitions d'immobilisations corporelles peuvent être rapprochées comme suit :

	2015	2014
	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Acquisitions brutes effectuées au cours de l'exercice (se reporter à la note 15 des états financiers consolidés)	61 182	12 622
Aide gouvernementale	(1 494)	(1 771)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	59 688	10 851
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs –	(4 402)	32
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	(2 994)	(1 157)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	52 292	9 726

Au cours des exercices 2015 et 2014, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées respectivement à 59,7 millions de dollars et 10,9 millions de dollars, tandis que les dépôts versés pour de la machinerie et équipement se sont chiffrés à 10,4 millions de dollars et 12,6 millions de dollars respectivement. Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, les acquisitions d'immobilisations corporelles englobent principalement les investissements liés au contrat du Boeing B-777 et se sont élevées à 47,2 millions de dollars. Les dépôts pour de la machinerie et de l'équipement d'un montant cumulé de 21,6 millions de dollars versés au cours des exercices 2014 et 2015 sont pour l'essentiel liés au contrat du Boeing B-777. Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2016 s'élèveront à environ 75 millions de dollars, y compris un montant de 58 millions de dollars lié au contrat du Boeing B-777 dont une tranche de 23,3 millions de dollars avait déjà été versée en dépôt pour de la machinerie et équipement au 31 mars 2015.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée englobe principalement les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de conception de jets d'affaires.

Comme mentionné précédemment, la Société a investi 138,7 millions de dollars pour l'acquisition des activités au Royaume-Uni et à Wichita au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	2015 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)
Augmentation de la dette à long terme	22 873	85 650
Remboursement de la dette à long terme	(67 772)	(3 838)
Augmentation des frais de financement différés	—	(716)
Émission d'actions ordinaires	48 406	575
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	3 507	81 671

Le 26 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires pour un produit net de 47,9 millions de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants (voir plus bas). Durant les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, la Société a également reçu des contreparties totales en espèces de 0,4 million de dollars et 0,3 million de dollars, respectivement, à la suite de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat (le « régime d'achat d'actions ») ainsi que 0,2 million de dollars et 0,3 million de dollars, respectivement, à la suite de l'émission d'actions ordinaires en vertu de son régime d'options sur actions.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, le produit net de 47,9 millions de dollars tiré de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants, ainsi qu'un montant de 16,2 millions de dollars prélevé sur la facilité de crédit de la Société, ont servi à rembourser 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) de dette au titre de sa facilité de crédit. Les remboursements de la dette à long terme effectués cette année et lors du précédent exercice comprennent également le remboursement planifié de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et équipement.

Lors du précédent exercice, soit le 31 mars 2014, conjointement avec la modification et l'augmentation de sa facilité de crédit, la Société a capitalisé des frais de financement de 0,8 million de dollars qui sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans.

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, l'augmentation de la dette à long terme comprend également de nouveaux prêts obtenus des autorités gouvernementales de montants respectifs de 6,7 millions de dollars et 8,3 millions de dollars, destinés à soutenir des investissements dans des programmes de développement, tandis qu'au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, l'augmentation de la dette à long terme comprenait un montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars) prélevé sur la facilité de crédit de la Société visant à financer l'acquisition des activités au Royaume-Uni et à Wichita.

Au 31 mars 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice.

Régimes de retraite

La Société offre à certains employés des régimes de retraite à prestations définies. La Société a des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés. Au 31 mars, la situation de capitalisation de ces régimes s'établissait comme suit :

	2015 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Situation de capitalisation des régimes (déficit)	(6 180)	(3 062)	(8 810)

Au 31 mars 2015, le déficit de 6,2 millions de dollars des régimes de retraite exclut un montant de 3,1 millions de dollars pour des engagements liés à des régimes de retraite non agréés en faveur d'anciens dirigeants de Devtek Corporation, une société acquise en juin 2000 et dont le passif des régimes de retraite ne requiert pas d'être capitalisé. De fait, la capitalisation ne s'effectue qu'au moment du paiement des prestations au personnel retraité de la direction.

Au 31 mars 2015, l'hypothèse de taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des prestations définies des régimes de retraite à prestations définies agréés et non agréés s'établissait à 3,6 %, comparativement à 4,4 % un an auparavant. La baisse du taux d'actualisation cette année, par rapport à l'exercice précédent, a eu pour effet d'accroître les obligations des régimes de retraite de 6,1 millions de dollars cette année (se reporter à la note 26 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2015, les cotisations devant être versées à l'ensemble des régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice 2016 s'élèvent à 2,7 millions de dollars, tandis que le montant total des exigences de capitalisation minimales pour les régimes de retraite à prestations définies agréés au cours des cinq prochaines années se chiffrait à 7,7 millions de dollars, ce qui représente environ 1,5 million de dollars par année.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 31 mars 2015, la Société comptait 35 949 445 actions ordinaires en circulation (31 620 482 au 31 mars 2014).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a émis 4 328 963 actions ordinaires comme suit :

- i. Le 26 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires à un prix de 11,75 \$ par action pour un produit brut de 50,0 millions de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants. Le produit net de 47,9 millions de dollars reçu par la Société, déduction faite des commissions de prise ferme et des autres frais d'émission de 1,6 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement, a été affecté au remboursement de la dette au titre de la facilité de crédit. Des impôts différés de 0,6 million de dollars ont été comptabilisés relativement aux frais d'émission.
- ii. La Société a émis 38 092 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 9,69 \$ en vertu de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat pour une contrepartie totale en espèces de 369 000 \$.
- iii. Au cours du deuxième trimestre, la Société a émis 35 000 actions ordinaires, à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie totale en espèces de 184 000 \$. La juste valeur initiale de ces options sur actions, qui totalisait 136 000 \$, a été créditée au capital émis et débitée du surplus d'apport. Le prix moyen pondéré par action des options sur actions exercées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 s'établissait à 11,00 \$.

Au cours de l'exercice 2014, la Société avait émis 75 600 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 3,94 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 298 000 \$. La Société avait également émis 33 436 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 8,28 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 277 000 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a octroyé 96 345 options sur actions à des dirigeants et des employés clés (502 500 en 2014). Au 31 mars 2015, 747 346 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 5,4 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 9,84 \$ l'action.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont chiffrées respectivement à 1 292 000 \$ et 170 000 \$ (272 000 \$ et 128 000 \$ en 2014).

Au 31 mars 2015, 1 639 781 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 202 693 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA »), régime d'unités d'actions différées (« UAD ») et régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR »)

Au 31 mars 2015, il y avait 6 000 DPVA toujours en circulation (17 000 au 31 mars 2014) à une valeur attribuée moyenne pondérée de 0,01 \$ (1,72 \$ au 31 mars 2014) échéant durant l'exercice 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, 11 000 DPVA ont été exercés à un prix d'exercice moyen de 2,66 \$ (22 000 DPVA à un prix moyen d'exercice de 3,60 \$ en 2014) et aucun DPVA n'a été annulé en 2015 et 2014.

Au 31 mars 2015, il y avait 83 158 UAD en circulation (64 825 au 31 mars 2014). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a émis 18 333 UAD (17 565 en 2014) et aucune UAD n'a été exercée ni annulée (27 084 et 958 en 2014).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, un renversement de charge au titre des DPVA de 10 000 \$ a été comptabilisé (charge de 81 000 \$ en 2014), tandis que la charge au titre des UAR s'est chiffrée à 108 000 \$ (371 000 \$ en 2014).

Le 15 août 2014, la Société a adopté un régime d'UAR dans le cadre d'un régime de rémunération incitative à long terme à l'intention des dirigeants et des employés clés. Le régime d'UAR est non dilutif et est réglé en trésoreries. Les UAR sont acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en trésoreries équivalent au cours boursier des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charge à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé selon un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a attribué 115 879 UAR et aucune UAR n'a été annulée ou exercée. Au 31 mars 2015, ces UAR étaient toujours en circulation.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la charge au titre des UAR s'est élevée à 952 000 \$.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014 :

Rubrique	31 mars 2015 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Répartition finale du prix d'achat ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35,1	47,3	(12,2)	—	(12,2)	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés.
Comptes clients	71,5	66,0	5,5	(3,6)	9,1	Reflète essentiellement une hausse des ventes au quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice, jumelée à l'application des taux de change plus élevés (impact de 6,1 millions de dollars) aux fins de conversion des comptes clients libellés en devises étrangères, comparativement au 31 mars 2014.
Stocks	131,0	134,0	(3,0)	0,6	(3,6)	Reflète essentiellement une baisse des stocks attribuable à la diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, déduction faite d'un accroissement des stocks lié à l'augmentation du carnet de commandes fermes dans le secteur commercial, en partie contrebalancée par l'application des taux de change plus élevés (2,6 millions de dollars) aux fins de conversion des stocks des établissements à l'étranger.

Rubrique	31 mars 2015 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Répartition finale du prix d'achat ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Immobilisations corporelles, montant net	142,1	92,3	49,8	—	49,8	Reflète principalement les acquisitions (59,7 millions de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale) jumelées à l'application des taux de change plus élevé aux fins de conversion des immobilisations corporelles des établissements à l'étranger (5,4 millions de dollars), en partie contrebalancées par la charge d'amortissement (14,9 millions de dollars) et cession d'immobilisations corporelles (0,4 million de dollars).
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	50,6	59,1	(8,5)	—	(8,5)	Reflète essentiellement la perte de valeur d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ⁽²⁾ (7,9 millions de dollars) et la charge d'amortissement (3,5 millions de dollars), en partie contrebalancées par une hausse des coûts de développement capitalisés et des coûts de logiciels (1,8 million de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale) et l'application d'un taux de change GBP/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des actifs incorporels des établissements à l'étranger (1,1 million de dollars).
Dépôts machinerie et équipement	23,3	12,9	10,4	—	10,4	Reflète l'augmentation des dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement en lien principalement avec le contrat du Boeing B-777.
Goodwill	93,5	84,4	9,1	6,6	2,5	Reflète l'application des taux de change plus élevés aux fins de conversion du goodwill des établissements à l'étranger comparativement au 31 mars 2014 (impact de 2,5 millions de dollars).
Comptes fournisseurs et charges à payer	69,2	57,6	11,6	3,1	8,5	Reflète principalement l'accroissement des ventes au quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, jumelé à l'application des taux de change plus élevés (impact de 3,6 millions de dollars) aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en devises étrangères, comparativement au 31 mars 2014.
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	8,2	3,8	4,4	0,2	4,2	Reflète principalement une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles non encore payées (4,4 millions de dollars), par rapport au 31 mars 2014.
Provisions (à court et à long terme)	32,2	19,8	12,4	1,7	10,7	Reflète principalement les coûts liés au règlement d'un litige (voir charge non-récurrentes ci-dessus) par rapport au 31 mars 2014.

Rubrique	31 mars 2015 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Répartition finale du prix d'achat ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Avances de clients	18,3	9,4	8,9	—	8,9	Reflète un paiement reçu d'un client en lien avec un contrat à long terme.
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à court et à long terme)	17,2	7,3	9,9	—	9,9	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La hausse est attribuable essentiellement à un différentiel plus élevé entre les taux de conversion de clôture utilisés et les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme, aux deux dates des bilans.
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	112,9	148,9	(36,0)	—	(36,0)	Reflète le remboursement de 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) en vertu de la facilité de crédit ainsi que les remboursements planifiés de la dette à long terme (4,2 millions de dollars). La baisse a été en partie contrebalancée par un prélèvement effectué sur la facilité de crédit (16,2 millions de dollars), de nouveaux prêts gouvernementaux obtenus cette année en soutien aux investissements dans les programmes de développement (6,7 millions de dollars), un nouveau contrat de location-financement pour de la machinerie et de l'équipement (3,0 millions de dollars), la désactualisation au titre des intérêts sur le montant plus élevé des prêts des autorités gouvernementales (2,4 millions de dollars), l'amortissement des frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,3 million de dollars) et l'incidence de la fluctuation des devises sur la dette à long terme libellée en dollars US (3,2 millions de dollars).
Autres passifs	13,6	10,0	3,6	—	3,6	Augmentation résultant principalement des pertes sur réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société (3,4 millions de dollars), en partie contrebalancée par des paiements planifiés pour des régimes de retraite effectués au cours du présent exercice.

Rubrique	31 mars 2015 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Répartition finale du prix d'achat ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Capital émis	75,3	26,2	49,1	—	49,1	Augmentation attribuable au produit net (47,9 millions de dollars) tiré de l'appel public à l'épargne et des placements privés concomitants – se reporter à la note 23 des états financiers consolidés, jumelée à des impôts différés favorables (0,6 million de dollars) comptabilisés en lien avec les frais d'émission. L'augmentation reflète aussi l'émission d'actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions (0,3 million de dollars) ainsi que dans le cadre du régime d'achat d'actions (0,4 million de dollars).
Résultats non distribués	206,7	205,9	0,8	—	0,8	L'augmentation reflète le résultat net de la Société de 3,2 millions de dollars dégagé au cours de l'exercice 2015, en partie contrebalancé par les pertes nettes de 2,5 millions de dollars résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société.

⁽¹⁾ Reflète les ajustements résultant de la répartition finale du prix d'achat des activités au Royaume-Uni et à Wichita et l'incidence des reclassements connexes sur le bilan consolidé.

⁽²⁾ Reflète une charge pour perte de valeur de 7,9 millions de dollars à l'égard des coûts de développement capitalisés associés au programme de l'avion d'affaires Learjet 85.

En date du 31 mars 2015 et du 31 mars 2014, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	2015	2014
Ratio du fonds de roulement	1,75 : 1	2,59 : 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35,1 millions \$	47,3 millions \$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,36 : 1	0,60 : 1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,27 : 1	0,43 : 1

⁽¹⁾ Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, mais excluant les frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé des engagements contractuels de la Société, y compris les versements payables au cours de chacune des cinq années subséquentes et les suivantes au 31 mars 2015 :

Engagements contractuels (en milliers \$)	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales (incluant les frais d'intérêt effectifs accumulés)	67 016	3 752	8 922	13 159	41 183
Contrats de location-financement (incluant les frais d'intérêt)	6 817	2 412	1 841	1 531	1 033
Facilité de crédit	60 224	883	1 766	57 575 ⁽²⁾	—
Sous-total	134 057	7 047	12 529	72 265	42 216
Engagements d'acquisition d'immobilisations corporelles	34 845	34 845	—	—	—
Contrats de location simple – Bâtiments et installations	4 164	787	1 117	701	1 559
Total des engagements contractuels ⁽¹⁾	173 066	42 679	13 646	72 966	43 775

⁽¹⁾ Excluant les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies présentées dans une rubrique antérieure.

⁽²⁾ La facilité de crédit vient à échéance le 16 mars 2019.

Aide gouvernementale

Au cours des exercices clos les 31 mars, l'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou comptabilisée à titre de réduction des dépenses se présente comme suit :

	2015 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)
Dépôts sur de la machinerie et équipement	2 097	—
Immobilisations corporelles	1 494	1 771
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	1 565	2 488
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	3 120	3 220

L'aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à la recherche et développement ainsi que d'autres crédits et subventions.

Engagements contractuels, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités

Engagements contractuels

En date du 31 mars 2015, la Société était partie à des contrats de location d'une valeur totale de 4,2 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces obligations locatives prendront fin au plus tard au cours de l'exercice 2026. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition d'immeubles, de machinerie et d'équipement se chiffrait à 34,8 millions de dollars, dont un montant de 32,4 millions de dollars est lié au contrat du Boeing B-777 (se référer à la note 27 des états financiers consolidés).

Instruments dérivés, postes hors bilan

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Au 31 mars 2015, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 119,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,1297 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'avril 2015 et le mois de mars 2018, mais principalement au cours des deux prochains exercices (se reporter à la note 33 des états financiers consolidés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 127,4 millions de dollars US en date du 31 mars 2014, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0628.

Aux 31 mars 2015 et 2014, la Société avait conclu un contrat de swap de taux d'intérêt, pour un montant nominal de 10 millions de dollars américains, fixant le TIOL américain à 2,04 % et échéant en décembre 2015. De même, la Société avait conclu deux autres contrats de swap de taux d'intérêt, pour un montant nominal total de 15 millions de dollars américains. Ces contrats de swap de taux d'intérêt ont fixé le TIOL américain à 1,65 % pour la première tranche de 5 millions de dollars américains à compter de mars 2014, et à 2,38 % pour la deuxième tranche de 10 millions de dollars américains à compter de décembre 2015, jusqu'à leur échéance en décembre 2018.

Les contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire applicable (se reporter à la note 21 des états financiers consolidés). Les flux de trésorerie liés aux contrats de swap de taux d'intérêt devraient être générés au cours des mêmes périodes, où ils devraient avoir une incidence sur le résultat net.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011 et en février 2014, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements à l'étranger. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 mars 2015.

Éventualités

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et réclamations. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats opérationnels de la Société.

Principales estimations et hypothèses comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des estimations et a formulé des hypothèses. Les principales estimations et hypothèses relatives à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient entraîner des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentées ci-dessous :

Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de la Société excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée, ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux flux de trésorerie future attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail aux notes 9 et 17 des états financiers consolidés.

Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et les charges de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 26 des états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3 des états financiers consolidés. La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsque le projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

MODIFICATION DES MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2014, la Société a adopté de façon rétrospective la norme IFRIC 21 ci-dessous. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les chiffres comparatifs des périodes précédentes.

IFRIC 21, Droits ou taxes

L'IFRIC 21 précise le moment de la comptabilisation d'un passif au titre d'une sortie de ressources imposée par une autorité publique conformément à la législation, en fonction des activités qui entraînent ce paiement. Les droits ou taxes s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2014. La Société a adopté l'IFRIC 21 le 1^{er} avril 2014 et l'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation dans l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme prévoit aussi un nouveau modèle de comptabilité de couverture mieux harmonisé avec les activités de gestion des risques entreprises par les sociétés. La norme s'applique de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1er avril 2018. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces modifications.

IFRS 15

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, établit un modèle unique pour déterminer le moment et le montant des produits pouvant être comptabilisés. Ces modifications s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1er avril 2017, et l'application anticipée est permise. L'International Accounting Standards Board a décidé de reporter de un an la date d'entrée en vigueur de cette norme avant son application. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces modifications.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents annuels visés par les règlements d'information continue.

Au 31 mars 2015, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2015, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux faisant l'objet d'une description ci-après.

Dépendance envers des clients importants

La Société s'expose à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Les six plus importants clients de la Société représentent environ 60 % de ses ventes. La perte d'une commande quelconque ou encore un délai imposé par l'un de ces clients pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats de la Société. Lorsque cela est possible, la Société réduit la portée de ce risque en concluant davantage de contrats de vente à long terme avec ses principaux clients.

Disponibilité et prix des matières premières

Les principales matières premières achetées par la Société sont l'acier, l'aluminium et le titane. La Société n'a pratiquement aucun contrôle sur la disponibilité et le prix de ces diverses matières premières. La difficulté à obtenir des matières premières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre d'ailleurs que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités de la Société et sa situation financière.

La Société atténue ces risques en incluant diverses clauses dans ses contrats de vente importants à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Par ailleurs, la Société négocie également des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières et surveille sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de recevoir ses produits de base en temps opportun.

Risques opérationnels

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques opérationnels, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs clés, les garanties relatives au rendement des produits, particulièrement pour les produits exclusifs et les contrats de vente d'envergure, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et les systèmes d'information, lesquels représentent tous des facteurs susceptibles d'entraver de manière importante la capacité de la Société à respecter ses obligations.

À la lumière des risques opérationnels susmentionnés, la Société a instauré diverses stratégies et mesures de contrôle visant à réduire leur incidence sur son exploitation. Celles-ci comprennent :

- Des processus visant à garantir le déroulement approprié des approbations de soumissions, de la planification et de la réalisation de projets, et l'application de normes de qualité à toutes les étapes de la conception d'un nouveau produit, des réalisations d'après dessin et des travaux d'assemblage, de réparation et d'entretien. Ceci inclut l'évaluation de la capacité de la Société à atteindre ses objectifs en matière de ventes (contrats à prix fermes, clauses d'indexation, etc.) et de coût des produits de même qu'à conclure des ententes à long terme avec ses principaux fournisseurs et à instaurer des processus de soumissions concurrentielles.
- Des mesures appropriées de gestion des flux de trésorerie en ayant recours aux avances de clients et aux facturations progressives, dans certains cas, et aux opérations de couverture de change.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes aux secteurs commercial et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait contribuer à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique

L'incertitude persiste quant à l'impact qu'auront dans le futur la menace d'activités terroristes et les conflits en cours, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine, sur le secteur de l'aérospatiale commerciale. Ces enjeux ont habituellement une incidence négative sur le trafic aérien commercial et un impact positif sur les dépenses militaires.

Conjoncture économique

Une conjoncture économique défavorable est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société. À titre d'exemple, l'industrie de l'aérospatiale civile des gros porteurs a été confrontée dans les années passées à de nombreuses incertitudes, plus particulièrement du côté du marché des avions de 100 places et plus. Par ailleurs, le marché des jets d'affaires est étroitement lié à la conjoncture économique. L'évolution de ces secteurs pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. Bien que l'on assiste à un retour progressif de la croissance à long terme, ces secteurs conserveront leur caractère cyclique. De plus, le ralentissement des activités de fabrication causé par une conjoncture économique défavorable pourrait se traduire en des coûts importants pour la Société au chapitre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

Dépenses d'ordre militaire

L'incertitude persiste dans le marché de l'aérospatiale militaire, alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Les dépenses militaires sont approuvées par les instances gouvernementales sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. En dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire, et de l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, la Société est touchée par les mesures d'austérité, en particulier dans le marché militaire aux États-Unis. Cependant, la diversité de ses produits et services devrait atténuer cet impact.

Fluctuations des devises

La Société s'expose à des risques liés aux fluctuations des devises du fait qu'elle poursuit certaines de ses activités au Canada en devises étrangères en plus de réaliser des affaires aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport au dollar américain ou à la livre sterling anglaise, pourraient accroître la volatilité des résultats de la Société. Dans le but d'atténuer ces risques de change et de se protéger, la Société a recours à des instruments financiers dérivés.

La politique de couverture du risque de change de la Société exige d'elle qu'elle réduise son exposition aux devises étrangères, essentiellement le dollar américain, résultant de ses activités canadiennes.

La politique de couverture exige la couverture de 50 à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises étrangères identifiée, essentiellement pour les deux exercices financiers à venir, des entrées de fonds anticipées découlant de ventes libellées en devise américaine, réalisées par ses établissements canadiens et en lien avec des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds anticipées, en dollars US, liées principalement à l'achat de matières premières et certains autres coûts de matériaux. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices financiers sur une base très réduite, les entrées/déboursés nets de fonds anticipés, d'une nature similaire à ceux susmentionnés, en lien avec certains contrats de vente spécifiques à long terme (se reporter à la note 33 des états financiers consolidés).

Situation de trésorerie et accès à des sources de financement

La Société a continuellement recours aux marchés financiers pour financer ses activités. Pour subvenir à ses besoins financiers, la Société fait usage de titres de créance à long terme et à court terme et puise à même les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. Tout facteur susceptible d'entraver la capacité de la Société d'accéder aux marchés financiers, notamment les fluctuations importantes des taux d'intérêt sur le marché, les changements de la conjoncture économique ou encore la perception qu'entretiennent les investisseurs à l'égard de la situation financière ou des perspectives de croissance de la Société, pourrait porter préjudice à la situation financière et aux résultats opérationnels de la Société.

Clauses restrictives

Les actes de fiducie régissant certaines créances de la Société, et plus particulièrement sa facilité de crédit, renferment des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la capacité qu'a celle-ci de :

- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif;
- contracter des titres de dette assortis d'une garantie ou certains autres titres de dette;
- s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation;
- s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.

La Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit, lesquelles doivent être respectées tous les trimestres. Ceci inclut des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du BAIIA sur le service de la dette et un ratio maximum de la dette nette sur le BAIIA, tous calculés sur une base consolidée. Ces expressions et ratios sont définis dans la facilité de crédit et ne correspondent pas nécessairement aux indicateurs financiers de la Société ni aux expressions utilisées dans le présent rapport de gestion.

En outre, la Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de certains contrats de location-financement et de prêts des autorités gouvernementales. Ceux-ci comportent des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du fonds de roulement et un ratio maximum de la dette à long terme sur les capitaux propres sur la base du bilan consolidé de la Société, de même que des niveaux minimums de capitaux propres pour certaines filiales de la Société.

Ces restrictions pourraient entraver la capacité qu'a la Société de financer ses activités futures ou ses besoins en capitaux, ou de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.

Fluctuation des taux d'intérêt

La rentabilité de la Société pourrait subir les contrecoups du niveau et des fluctuations des taux d'intérêt. Dans le cadre de son programme de gestion de l'actif et du passif, la Société a recours aux produits dérivés, lorsqu'approprié, pour atténuer ou réduire globalement ses risques financiers.

Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société a mis en place une politique de placement à court terme qui dicte le niveau et le type de placements qu'elle devrait chercher à effectuer. La Société maintient également un bon équilibre entre les taux fixes et variables dans son portefeuille de financement (se reporter à la note 33 des états financiers consolidés).

Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie

Complexes et perfectionnés, les produits fabriqués par la Société pourraient présenter des défauts difficiles à détecter et à corriger. Des imperfections pourraient être constatées dans les produits de la Société après leur livraison aux clients. Le cas échéant, la Société pourrait ne pas être en mesure de corriger ces irrégularités. L'apparition d'erreurs et de défauts dans les produits de la Société pourrait donner lieu à des réclamations au titre de la garantie ou encore mener à la perte de clients. Les réclamations, les erreurs ou les défauts sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les résultats opérationnels et les activités de la Société ainsi que sur sa situation financière. En outre, en raison de la nature des activités de la Société, celle-ci pourrait être visée par des réclamations en responsabilité à l'égard de produits de sa propre fabrication ou encore de produits à l'égard desquels elle fournit des services. La Société ne peut obtenir la certitude que sa couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs réclamations d'importance. Qui plus est, nul ne peut garantir que la Société sera en mesure d'obtenir une couverture d'assurance d'une teneur et d'un prix satisfaisants dans le futur. Se référer à la rubrique intitulée « Risques opérationnels » apparaissant plus haut.

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces lois et règlements, ainsi que les charges connexes, sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. Cette dernière surveille ces risques au moyen de politiques et de systèmes de gestion de l'environnement.

Conventions collectives

La Société est partie à certaines conventions collectives échéant à divers moments dans le futur. Dans la mesure où la Société ne parvenait pas à reconduire ces conventions ou tout autre accord lorsqu'il y aurait lieu de le faire, il pourrait en résulter des arrêts et des interruptions de travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société.

En avril 2014 et en décembre 2013, la Société a renouvelé, respectivement, ses conventions collectives avec les employés de son usine de trains d'atterrissage de Longueuil pour une période de trois ans jusqu'en mai 2017 et avec ceux de son usine de trains d'atterrissage de Laval pour une période de cinq ans jusqu'en décembre 2018.

Main-d'œuvre qualifiée

La capacité de Héroux-Devtek d'atteindre ses objectifs dans l'avenir dépend, en partie, de son habileté à attirer et à retenir à son service les travailleurs qualifiés nécessaires à la poursuite de ses activités. Il est anticipé que le marché des travailleurs spécialisés de l'industrie de l'aérospatiale demeurera fortement concurrentiel dans le futur. L'incapacité de la Société à attirer et à retenir à son service des travailleurs qualifiés, plus particulièrement des ingénieurs, des machinistes et des programmeurs, pourrait avoir une incidence négative sur ses résultats opérationnels et sa situation financière.

La réponse de la Société face à ce risque consiste à développer à l'interne les compétences de ses ressources humaines, à retenir les employés qualifiés qu'elle compte déjà dans ses rangs et à attirer les meilleurs talents qui soient en entretenant une culture organisationnelle forte.

Obligations au titre des régimes de retraite

Les cycles économiques ont des répercussions négatives sur le financement des régimes de retraite à prestations définies de la Société et des coûts connexes. Rien ne garantit que les coûts et les contributions nécessaires au financement de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans l'avenir et, par conséquent, qu'elles n'aient pas de répercussions négatives sur les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. Les risques associés au financement des régimes à prestations définies pourraient se matérialiser dans l'éventualité où les obligations totales aux termes d'un régime de retraite dépasseraient la valeur totale de ses fonds en fiducie. Des rendements moins élevés que prévus sur les placements, des changements au taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite ou encore des pertes actuarielles peuvent engendrer des manques à gagner. Ce risque est atténué par les politiques et procédures instituées par la Société et son comité des régimes de retraite pour surveiller les risques liés aux placements et le financement des régimes de retraite.

Risques associés à d'éventuelles acquisitions ainsi qu'à leur intégration

La Société entend continuer à réaliser des acquisitions sur une base ponctuelle dans le cadre de sa stratégie de développement de ses activités. Si elles se matérialisent, les acquisitions augmenteront l'ampleur des activités de la Société, mais pourraient aussi accroître le niveau d'endettement de la Société. Ces acquisitions pourraient modifier l'envergure des activités commerciales de la Société et l'exposer à de nouveaux risques d'ordre géographique, politique, opérationnel et financier. Rien ne garantit que la Société réussira à identifier des cibles d'acquisition valables et, si elle y parvient, à acquérir ces activités à des conditions satisfaisantes. De plus, le succès de l'intégration et de la gestion des entreprises acquises comportent de nombreux risques susceptibles d'engendrer des répercussions négatives sur la croissance et la rentabilité de la Société, dont le risque que la Société ne parvienne à gérer avec succès les activités acquises et que l'intégration soit très contraignante pour les dirigeants de la Société et détourne leur attention des activités courantes.

Risques de litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'anticiper ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

Sécurité et efficacité des technologies de l'information

La Société compte sur des systèmes de technologie de l'information qui sont essentiels à ses activités quotidiennes. Ces systèmes d'information pourraient être vulnérables à une cyberattaque, du cyberespionnage, des virus informatiques, une panne d'alimentation, une panne de système, une erreur humaine, une catastrophe naturelle, un acte de guerre ou de terrorisme, ou d'autres situations similaires. La continuité des activités de la Société serait directement touchée en cas de non-disponibilité de ces systèmes de technologie de l'information. En outre, un accès non autorisé à des renseignements confidentiels aurait une incidence négative sur la réputation, les activités commerciales, les perspectives, les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. Afin d'atténuer les risques liés à la technologie, des mesures de contrôle comme un plan de reprise des activités en cas de sinistre et des procédures de contrôles des accès non autorisés ont été mis en place.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers \$, sauf les données par action)	TOTAL	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE
<i>Pour l'exercice clos le 31 mars 2015</i>					
Ventes	364 916	86 408	84 086	88 368	106 054
BAIIA ⁽¹⁾	32 845	10 009	9 215	10 942	2 679
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	47 781	10 360	9 978	11 544	15 899
Résultat net	3 224	3 500	3 273	(1 909)	(1,640)
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	19 412	3 756	3 839	4 361	7 456
Bénéfice (perte) par action (\$) – de base et dilué	0,09	0,11	0,09	(0,05)	(0,05)
Bénéfice par action ajusté (\$) – de base et dilué ⁽¹⁾	0,55	0,12	0,11	0,12	0,21

<i>Pour l'exercice clos le 31 mars 2014</i>					
Ventes	272 034	62 972	56 402	61 448	91 212
BAIIA ⁽¹⁾	28 899	7 747	6 254	7 170	7 728
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	35 800	7 747	6 518	8 286	13 249
Résultat net	9 236	2 814	2 584	2 608	1 230
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	15 258	2 814	2 794	3 697	5 953
Bénéfice par action (\$) – de base et dilué	0,29	0,09	0,08	0,08	0,04
Bénéfice par action ajusté (\$) – de base et dilué ⁽¹⁾	0,48	0,09	0,08	0,12	0,19

⁽¹⁾ Se reporter aux mesures non conformes aux IFRS plus haut.

Résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2015

Les ventes consolidées ont progressé de 14,8 millions de dollars, soit 16,3 %, pour atteindre 106,1 millions de dollars cette année, alors qu'elles s'étaient établies à 91,2 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Cette augmentation représente principalement une contribution supplémentaire de 11,4 millions de dollars des opérations du Royaume-Uni et de Wichita en raison d'un mois supplémentaire de ventes, par rapport au même trimestre de l'année dernière (l'acquisition des opérations au Royaume-Uni et de Wichita a eu lieu le 3 février 2014 dans le précédent exercice). En excluant ce facteur, les ventes consolidées ont augmenté de 3,4 millions de dollars, ou 3,8 %, en raison de la hausse des ventes dans le secteur commercial de 9,7 millions de dollars, en partie contrebalancée par le recul des ventes de produits militaires de 6,3 million de dollars. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 6,4 millions de dollars, ou 7,0 %, par rapport au précédent exercice.

Les ventes de produits militaires ont fléchi de 0,2 million de dollars, soit 0,5 %, pour s'établir à 53,0 millions de dollars cette année, comparativement à 53,2 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut la contribution supplémentaire de 6,1 millions de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita, les ventes de produits militaires ont reculé en raison d'une baisse de la demande pour les pièces de rechange, principalement pour les programmes du C-5A et du P-3 du gouvernement américain, en dépit de l'incidence favorable des fluctuations de change de 3,2 millions de dollars, ou 6,0 %, par rapport au précédent exercice.

Les ventes dans le secteur commercial ont progressé de 15,1 millions de dollars, soit 39,7 %, pour atteindre 53,1 millions de dollars cette année, comparativement aux ventes de 38,0 millions de dollars réalisées un an plus tôt. Si l'on exclut l'apport supplémentaire de 5,3 millions de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita, les ventes dans le secteur commercial ont augmenté en raison de l'accroissement des cadences de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux, essentiellement celui du B-777, et la mise en production de nouveaux trains d'atterrissage conçus par la Société destinés aux programmes des avions Legacy 450/500 d'Embraer et de l'hélicoptère EC-175 d'Airbus. Les fluctuations de change ont également eu pour effet d'accroître les ventes commerciales de 3,2 millions de dollars, ou 8,4 %, comparativement au précédent exercice.

La marge brute consolidée s'est élevée à 17,3 millions de dollars cette année, soit 16,3 % des ventes, en hausse par rapport à 15,4 millions de dollars, ou 16,9 % des ventes, lors du précédent exercice. L'augmentation de la marge brute exprimée en dollars reflète la contribution additionnelle des activités au Royaume-Uni et à Wichita, tandis qu'exprimée en pourcentage des ventes, la baisse est principalement attribuable à une composition des ventes moins avantageuse sur le marché secondaire. L'évolution des devises a eu un impact positif équivalant à 1,4 % des ventes sur la marge brute par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice.

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 2,5 millions de dollars cette année, ou 2,3 % des ventes (10,7 millions de dollars, ou 10,1 % des ventes si l'on exclut les charges non récurrentes), comparativement à 3,9 millions de dollars, ou 4,3 % des ventes, lors du précédent exercice (9,4 millions de dollars, ou 10,3 % des ventes, si l'on exclut les charges non récurrentes). L'augmentation du résultat opérationnel en dollars, excluant les charges non récurrentes, s'explique par la contribution additionnelle de 1,8 million de dollars des activités au Royaume-Uni et à Wichita.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, la Société a enregistré une perte nette de 1,6 millions de dollars, déduction faite des charges non récurrentes de 9,1 millions de dollars, après impôts. Lors du trimestre clos le 31 mars 2014, le résultat net s'était chiffré à 1,2 million de dollars, déduction faite des charges non récurrentes de 4,7 millions de dollars, après impôts.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent dans l'ensemble favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les plus récentes prévisions de l'International Air Transport Association (« IATA »), le marché des passagers devrait enregistrer une croissance robuste de 7,0 % au cours de l'année civile 2015, après une progression de 5,9 % durant l'année civile 2014, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 4,5 % au cours de l'année civile 2015, une progression semblable à celle enregistrée durant l'année civile 2014⁹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations des cadences prévues de production de plusieurs programmes d'envergure jusqu'à la fin de l'année civile 2018. Les carnets de commandes des deux avionneurs demeurent bien remplis et représentent plus de huit années de production aux cadences actuelles¹⁰.

Dans le marché des jets d'affaires, les livraisons ont augmenté de 6,5 % durant l'année civile 2014 et ont atteint 722 appareils. En outre, certains signes positifs semblent toujours indiquer que les conditions de marché continuent de s'améliorer, notamment la progression du nombre de déplacements d'avions d'affaires aux États-Unis et le recul sur douze mois de la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement, une période où l'on prévoit l'entrée en service et l'accélération de la production de plusieurs modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage.¹¹

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire devraient demeurer difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, bien que les coupes budgétaires imposées par le Congrès (Sequestration) aient été éliminées jusqu'à la fin de l'exercice financier 2015 du gouvernement, les demandes de financement en cours au-delà de cet horizon surpassent les limites budgétaires établies. Par exemple, le budget demandé par le département de la Défense américaine pour le financement de ses activités de base pour l'exercice financier 2016 s'élève à 534,3 milliards de dollars US, ce qui excède d'environ 35 milliards de dollars US le plafond budgétaire actuel établi dans le cadre de l'entente bipartite conclue sur le budget en 2013 (Bi-Partisan Budget Act of 2013). Ce déséquilibre fait planer le risque d'un retour des coupes budgétaires imposées par le Congrès pour l'exercice financier 2016 du gouvernement américain, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la Société. Cependant, les activités au Royaume-Uni réduisent l'exposition relative de la Société au marché militaire américain de sorte que son portefeuille plus diversifié géographiquement dans le secteur militaire et constitué principalement de programmes d'envergure, jumelé à l'équilibre que la Société maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devraient atténuer ces éventuelles répercussions.

Le bilan de la Société demeure solide avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 35,1 millions de dollars au 31 mars 2015. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 55 millions de dollars pour l'exercice 2016, incluant principalement des investissements liés au contrat portant sur la fabrication des trains d'atterrissage du Boeing B-777.

⁹ Source : IATA, Performance économique de l'industrie du transport aérien, décembre 2014.

¹⁰ Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 27 février 2015, 4 novembre 2014 et 24 février 2014; Communiqués de presse de Boeing publiés les 2 octobre 2014, 24 janvier 2014 et 31 octobre 2013.

¹¹ Sources : GAMA, FAA, JetNet, Teal Group.

Au 31 mars 2015, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 459 millions de dollars, en hausse comparativement à 456 millions de dollars à la clôture du précédent exercice. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

Pour l'exercice en cours qui prendra fin le 31 mars 2016, Héroux-Devtek anticipe que ses ventes connaîtront une croissance interne d'environ 10 %, en supposant que les devises demeurent stables. Compte tenu des forces motrices de ses principaux marchés, et toujours en supposant que les devises demeurent stables, la Société prévoit que la croissance interne de ses ventes dans le marché de l'aérospatiale commerciale dépassera 10 %, tandis que dans le marché de l'aérospatiale militaire, les ventes devraient enregistrer une croissance à un chiffre sur une base comparable.

Sur un horizon à plus long terme, la performance de Héroux-Devtek sera stimulée par la croissance de ses activités opérationnelles en Europe, le démarrage du contrat du Boeing 777, l'accélération de ses programmes de conception de trains d'atterrissage, la réalisation de l'augmentation prévue des cadences de production des grands avionneurs, une reprise soutenue dans le marché des jets d'affaires et une stabilisation des conditions dans le secteur militaire.

Grâce à ces facteurs clés de croissance, la Société croit pouvoir réaliser des ventes d'environ 500 millions de dollars d'ici son exercice 2019, en supposant qu'aucune autre acquisition ne soit réalisée et que les taux de change entre le dollar canadien, le dollar américain et la livre sterling demeurent stables, et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et le conseil d'administration le 27 mai 2015. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la «Société») et toute autre information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux normes internationales d'information financière. Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou ont fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et des contrôles et des procédures de communication de l'information (CPCI) pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux normes internationales d'information financière et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité de CIIF et des CPCI à la fin de l'exercice 2015. En date du 31 mars 2015, la direction est d'avis que les CIIF et les CPCI fournissent une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes internationales d'information financière et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon ces évaluations, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des CIIF et des CPCI.

Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des CIIF, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des conventions comptables ainsi que les estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs externes, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



Stéphane Arsenault, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 27 mai 2015

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Héroux-Devtek Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Héroux-Devtek Inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2015 et 2014, et les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. aux 31 mars 2015 et 2014 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.N.L./S.E.V.C.R.L.¹

Montréal (Québec)
Le 27 mai 2015

¹) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A118111

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	31 mars 2015	31 mars 2014
Actif	21		
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	35 098 \$	47 347 \$
Comptes clients		71 511	66 042
Impôts à recevoir		3 771	508
Stocks	12	130 954	134 048
Instruments financiers dérivés	13	283	283
Autres actifs à court terme	14	14 326	14 053
		255 943	262 281
Immobilisations corporelles, montant net	6, 15	142 112	92 305
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	6, 9, 16	50 557	59 139
Dépôts – machinerie et équipement	27	23 306	12 868
Instruments financiers dérivés	13	4	276
Actifs d'impôt différé	25	10 004	2 720
Goodwill	17	93 527	84 378
Total de l'actif		575 453 \$	513 967 \$
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	18	69 182 \$	57 623 \$
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	19	8 196	3 791
Provisions	9, 20	26 241	14 990
Avances de clients		18 326	9 409
Facturations progressives		6 405	6 529
Impôts à payer		220	690
Instruments financiers dérivés	13	11 685	4 781
Tranche à court terme de la dette à long terme	21	5 972	3 648
		146 227	101 461
Dette à long terme	21	106 955	145 224
Provisions	20	5 967	4 853
Facturations progressives		347	1 181
Instruments financiers dérivés	13	5 527	2 477
Passifs d'impôt différé	25	3 331	8 638
Autres passifs	9, 22	13 644	9 994
		281 998	273 828
Capitaux propres			
Capital émis	23	75 304	26 187
Surplus d'apport	23	2 403	1 247
Cumul des autres éléments du résultat global	24	9 056	6 768
Résultats non distribués		206 692	205 937
		293 455	240 139
		575 453 \$	513 967 \$

Engagements et éventualités (notes 27 et 28)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

Louis Morin
Administrateur

Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2015	2014
Ventes		364 916 \$	272 034 \$
Coût des ventes	6, 7, 12	305 740	229 606
Marge brute		59 176	42 428
Frais de vente et d'administration	6, 7, 23	29 755	19 908
Charges non récurrentes	9	22 680	6 901
Résultat opérationnel		6 561	15 619
Frais financiers	8	5 860	3 816
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat		701	11 803
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	25	(2 523)	2 567
Résultat net		3 224 \$	9 236 \$
Bénéfice par action – de base et dilué	10	0,09 \$	0,29 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014	
	24			
Autres éléments du résultat global (perte):				
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Gain découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger		12 065	\$ 9 941	\$
Couvertures de flux de trésorerie :				
Pertes sur évaluation des instruments financiers dérivés		(10 053)		(6 377)
Pertes nettes (gains nets) sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		619		(87)
Impôt différé		2 517		1 721
		(6 917)		(4 743)
Pertes sur la couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger		(3 151)		(1 158)
Impôt différé		291		81
		(2 860)		(1 077)
Éléments qui ne sont jamais reclassés en résultat net				
Régimes de retraite à prestations définies :				
Gains (pertes) sur la réévaluation	26	(3 368)		4 477
Impôt différé		899		(1 195)
		(2 469)		3 282
Autres éléments du résultat global		(181)	\$ 7 403	\$
Résultat global				
Résultat net		3 224	\$ 9 236	\$
Autres éléments du résultat global		(181)		7 403
Résultat global		3 043	\$ 16 639	\$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2014		26 187 \$	1 247 \$	6 768 \$	205 937 \$	240 139 \$
Actions ordinaires :	23					
Émises dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants		48 428	—	—	—	48 428
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		320	(136)	—	—	184
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		369	—	—	—	369
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	23	—	1 292	—	—	1 292
Résultat net		—	—	—	3 224	3 224
Autres éléments du résultat global		—	—	2 288	(2 469)	(181)
Solde au 31 mars 2015		75 304 \$	2 403 \$	9 056 \$	206 692 \$	293 455 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2013		25 365 \$	1 222 \$	2 647 \$	193 419 \$	222 653 \$
Actions ordinaires :	23					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		545	(247)	—	—	298
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		277	—	—	—	277
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	23	—	272	—	—	272
Résultat net		—	—	—	9 236	9 236
Autres éléments du résultat global		—	—	4 121	3 282	7 403
Solde au 31 mars 2014		26 187 \$	1 247 \$	6 768 \$	205 937 \$	240 139 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités d'exploitation			
Résultat net		3 224 \$	9 236 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement	7, 15, 16	18 360	13 280
Recouvrement d'impôt différé	25	(5 101)	(4 525)
Perte (gain) à la vente d'immobilisations corporelles		(40)	10
Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée et perte de valeur des actifs	9, 15, 16	7 956	193
Frais financiers hors trésorerie	8	3 656	2 469
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	23	1 292	272
Flux de trésorerie d'exploitation		29 347	20 935
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	29	17 955	8 897
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies			
		47 302	29 832
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités abandonnées		(1 082)	(3 792)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		46 220	26 040
Activités d'investissement			
Acquisition d'entreprise	5	—	(138 738)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	15	(52 292)	(9 726)
Dépôts – machinerie et équipement		(10 438)	(12 634)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	16	(2 643)	(7 942)
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles		415	192
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(64 958)	(168 848)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme		22 873	85 650
Remboursement de la dette à long terme		(67 772)	(3 838)
Augmentation des frais de financement différés	21	—	(716)
Émission d'actions ordinaires	23	48 406	575
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		3 507	81 671
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		2 982	7 228
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		(12 249)	(53 909)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		47 347	101 256
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		35 098 \$	47 347 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :			
Intérêts payés au titre des activités poursuivies		2 411 \$	1 755 \$
Intérêts reçus au titre des activités poursuivies		207 \$	406 \$
Impôts payés au titre des activités poursuivies		5 753 \$	4 950 \$
Impôts payés au titre des activités abandonnées		507 \$	3 792 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Note 1. Nature des activités et information sur la Société

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques des commandes de vol et de composantes critiques d'avions. Cela comprend également la fabrication de boîtiers pour systèmes électroniques, d'échangeurs de chaleur et de cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, de systèmes électro-optiques, de commandes de contrôle d'avions dans le cadre de ses activités de Magtron et de filtres pour fluides dans le cadre de ses activités de Bolton (se reporter à la note 5).

La Société exerce ses activités dans un secteur d'exploitation, soit le secteur de l'Aérospatiale.

Note 2. Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments financiers dérivés, qui ont été évalués à la juste valeur.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 27 mai 2015. Les chiffres correspondants des dépôts au titre de la machinerie et l'équipement ont été reclassés des Autres actifs à court terme aux Dépôts-machinerie et équipement afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au 31 mars 2015. En outre, les charges non récurrentes de l'exercice 2014 ont été reclassées dans le résultat opérationnel.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive. Les principales filiales en propriété exclusive de la Société comprises dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

APPH Limited	HDI Landing Gear USA Inc.
APPH Wichita Inc.	Devtek Aerospace Inc.

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon les mêmes méthodes comptables.

Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de comptes sont complètement éliminés.

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain, et celle des établissements au Royaume-Uni, la livre sterling. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

a. Conversion des transactions et des soldes de comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

b. Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture, et les états des résultats sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes. Le cas échéant, ils comprennent le montant de l'amortissement des coûts de développement capitalisés des contrats de vente connexes.

Les stocks comprennent les matières premières, les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire, à l'exception de certaines matières premières évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans les états des résultats consolidés à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

• Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts peuvent comprendre le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 15 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : dix ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus dans les états des résultats consolidés de l'exercice pour lequel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actuelle du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Voir le point L, *Provisions*, de la présente note, et la note 4, *Principales estimations et hypothèses comptables*, pour de plus amples informations sur la provision au titre des obligations de mise hors service d'actifs comptabilisée.

- **Actifs loués**

Pour déterminer si un accord est un contrat de location ou contient un tel contrat, il faut se fonder sur la substance de l'accord à la date d'entrée en vigueur et établir si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs déterminés ou si l'accord confère le droit d'utiliser l'actif.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location-financement. Un contrat de location-financement est capitalisé à la date de prise d'effet du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges d'intérêts et la réduction de l'obligation liée au contrat de location. Les charges d'intérêts sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés. Les actifs loués capitalisés sont comptabilisés dans les catégories d'immobilisations corporelles correspondant à leur nature. Les actifs loués capitalisés sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou sur la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux, s'il n'y a pas de certitude raisonnable que la Société deviendra propriétaire des actifs avant l'expiration du contrat de location.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété n'est pas transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, les relations clients et les contrats ainsi que les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût de ces actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'actif incorporel pourrait être déprécié. La période et la méthode d'amortissement d'un actif incorporel à durée d'utilité déterminée sont revues au moins chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs inclus est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

Coûts de développement

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société remplit les critères suivants :

- La faisabilité requise pour achever l'actif incorporel afin qu'il soit prêt à être utilisé ou vendu
- L'intention de la Société d'achever l'actif incorporel
- Sa capacité d'utiliser ou de vendre l'actif
- La façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs
- La disponibilité des ressources pour achever l'actif
- La capacité d'évaluer de manière fiable les dépenses imputables durant la phase de mise en œuvre

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités prévues préétablies qui seront vendues. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients.

Les quantités prévues qui seront vendues sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat, des coûts de développement capitalisés liés aux contrats, et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Habituellement, la phase de mise en œuvre s'étend sur une période de 4 à 7 ans. Durant la période de développement, l'actif est habituellement soumis à un test de dépréciation annuel.

Relations clients et contrats

Les relations clients et les contrats sont amortis en fonction des ventes sur les durées des relations clients et des ventes sur contrats estimatives, ce qui représente une période d'au plus 15 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 5 ans.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible. Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt;
- entreprend des activités qui sont nécessaires pour préparer l'actif en vue de son utilisation ou de sa vente, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités nécessaires pour préparer l'actif admissible en vue de son utilisation ou de sa vente est terminée.

G. Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'acquisition d'une entreprise correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis, passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais liés à l'acquisition associés aux regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

H. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Le test de dépréciation de l'exercice précédent peut être utilisé dans le test de dépréciation annuel lorsque des critères précis sont respectés. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget et du plan stratégique, qui couvrent une période de cinq ans, approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, ainsi que des tendances du marché et de l'industrie, et des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de cinq ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels les UGT participent. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôt reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent, et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Des pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur.

En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

I. Actifs financiers

Comptabilisation initiale

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net («JVBRN»), des prêts et créances («P&C») ou des instruments de couverture efficaces («couvertures»).

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVBRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVBRN

Les actifs financiers à la JVBRN sont acquis dans le but d'être vendus à brève échéance. Ils comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les actifs financiers à la JVBRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

P&C

Les P&C sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les P&C comprennent les comptes clients et autres créances à l'exclusion des taxes de vente à recevoir et des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir inclus dans les autres actifs à court terme. Les P&C sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Lorsqu'il existe une preuve objective que les P&C ont subi une perte de valeur (comme la probabilité d'une insolvabilité ou d'importantes difficultés financières du débiteur), la valeur de la perte correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisée au taux d'intérêt effectif de l'actif financier (c.-à-d. le taux d'intérêt effectif calculé à la comptabilisation initiale). La valeur comptable de l'actif est réduite au moyen d'une provision pour créances douteuses, et la perte est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

Si, dans une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise en ajustant la provision pour créances douteuses. Toute reprise ultérieure d'une perte de valeur est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

Couvertures

Les couvertures comprennent des contrats de change à terme et des contrats de swap de taux d'intérêt. Elles sont comptabilisées à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés comme des passifs financiers à la JVBRN comprennent des instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes sur les couvertures sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Autres passifs financiers

Les dettes, comptes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, et lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVBRN.

Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme et les contrats de swap de taux d'intérêt, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Couvertures de flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (voir ci-dessous). La couverture de l'exposition liée à la variabilité des flux de trésorerie est attribuable à un risque associé à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. On s'attend à ce que ces couvertures soient très efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et qu'elles soient appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été très efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés.

Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés à la cession des investissements nets connexes.

L. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse 12 mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôt qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives anticipées sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes (bons de commande fermes des clients).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La valeur actuelle de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur valeur actuelle. La valeur actuelle des obligations correspond au montant estimé des flux de trésorerie futurs totaux actualisés des obligations juridiques afférentes à la mise hors service future de ces immobilisations pour lesquelles des coûts de remise en état doivent être engagés. Les coûts de mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité. La charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers à mesure qu'elle survient. Les coûts de démantèlement futurs estimatifs sont revus chaque année et ajustés au besoin. Les variations des coûts futurs estimatifs ou du taux d'actualisation appliqué sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés à titre de coût des ventes alors que les actifs connexes sont entièrement amortis.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges et autres

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques liés à ces litiges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a mis en œuvre un plan de restructuration détaillé qui a été communiqué de façon suffisamment détaillée pour créer une obligation implicite. Une provision pour restructuration ne comprend que les coûts directement liés au plan de restructuration, et est mesurée selon la meilleure estimation du montant requis pour régler les obligations de la Société.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie des coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans, ce qui représente la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Les coûts des services rendus au cours de l'exercice et des services passés liés à ces régimes de retraite sont comptabilisés dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration au poste «Charges du personnel» dans les états financiers consolidés, tandis que les frais d'administration liés à ces régimes de retraite sont présentés dans les frais de vente et d'administration. Les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts nets sur le surplus ou le déficit net sont comptabilisés dans les frais financiers.

Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés, le taux d'actualisation et d'autres facteurs actuariels.

Les passifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres passifs aux bilans consolidés représentent la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les gains actuariels et les pertes actuarielles résultent de la différence entre le rendement réel des actifs des régimes pour une période et le rendement prévu des actifs des régimes pour cette période ou de modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour calculer les obligations au titre des prestations définies.

Les réévaluations, composées des gains actuariels et pertes actuarielles liés aux modifications apportées aux hypothèses démographiques et aux hypothèses financières, des gains liés aux écarts actuariels, de l'incidence du plafond de l'actif, de l'incidence des exigences de financement minimal et du rendement des actifs des régimes, sont immédiatement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles surviennent. Ces réévaluations sont également immédiatement comptabilisées dans les résultats non distribués et ne sont pas reclassées en résultat net au cours d'une période ultérieure.

Les coûts des services passés dont les droits aux prestations sont acquis découlant des modifications apportées aux régimes sont immédiatement comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les coûts des services passés dont les droits ne sont pas acquis sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la période moyenne jusqu'à ce que les droits aux prestations deviennent acquis.

La comptabilisation d'un actif au titre des régimes à prestations définies se limite à la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime, et aux coûts des services passés non comptabilisés et cumulés dont les droits aux prestations ne sont pas acquis. De plus, les exigences de financement minimal peuvent restreindre la disponibilité des remboursements ou des diminutions des cotisations futures, et même entraîner un passif. Les ajustements découlant du plafond de l'actif et des exigences de financement minimal sont immédiatement comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global.

P. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'options sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises essentiellement en faveur des dirigeants et employés clés. La Société utilise le modèle binomial pour déterminer la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat

La Société offre un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat qui permet aux membres clés de la direction de souscrire, au moyen de retenues salariales, un certain nombre d'actions ordinaires émises par la Société. Le prix de souscription des actions ordinaires représente 90 % du cours de clôture moyen (fondé sur les cinq jours précédents) de l'action ordinaire de la Société à la Bourse de Toronto («TSE»). L'émission d'actions ordinaires est comptabilisée dans le capital émis. En outre, la Société verse un montant égal à 50 % des cotisations des employés, lesquelles ne peuvent excéder 10 % du salaire annuel de base des employés, en attribuant aux employés des actions ordinaires additionnelles acquises à la TSE au cours du marché. Toutefois, la cotisation de la Société ne peut excéder 4 % du salaire de base annuel des employés. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées à titre de charge de rémunération, dans les frais de vente et d'administration.

Régime de droits à la plus-value d'actions («DPVA»)

Jusqu'en août 2010 (voir ci-dessous), la Société a offert un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non-salariés, à titre de membres du conseil d'administration. Même si le régime de DPVA a été remplacé par un régime d'unités d'action différées, les DPVA en circulation émis avant août 2010 sont toujours en vigueur. Ce régime permet aux participants de recevoir sous forme de prime, à la date d'exercice d'un DPVA, un montant en trésorerie égal à l'excédent du cours des actions ordinaires à la date d'exercice du DPVA sur sa valeur attribuée initiale. Les DPVA sont imputés aux résultats sur leur durée d'acquisition, et leur coût est déterminé selon un modèle d'évaluation, puis réévalué chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à ce que les DPVA soient exercés ou annulés.

En août 2010, le conseil d'administration a décidé de mettre un terme au régime de DPVA et de le remplacer par un régime d'UAD (voir ci-dessous), qui a été approuvé en mai 2011.

Régime d'unités d'action différées («UAD»)

La Société offre un régime d'UAD, qui remplace le régime de DPVA (voir ci-dessus), en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non-salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de cessation d'emploi, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente un montant en trésorerie égal au cours boursier des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, et leur coût est déterminé selon un modèle d'évaluation, puis réévalué chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice et au paiement des UAD à la date de cessation d'emploi.

Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

La Société offre un régime d'UAR dans le cadre d'un régime de rémunération incitative à long terme à l'intention des dirigeants et des employés clés. Le régime d'UAR est non dilutif et est réglé en trésorerie. Les UAR sont acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en trésorerie égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, et leur coût est déterminé selon un modèle d'évaluation, puis réévalué chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

Q. Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront à la Société et qu'ils peuvent être évalués de façon fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, compte non tenu des droits et de la taxe de vente. La comptabilisation des produits est également assujettie aux critères suivants :

Vente de biens

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de biens, qui comprennent les travaux d'entretien et de remise à neuf, sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens. Les produits tirés de la vente de biens sont comptabilisés à mesure que les unités connexes sont livrées, que le prix de vente est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Produits d'intérêts

Les produits sont comptabilisés à mesure que les intérêts s'accroissent selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêts sont présentés en diminution des frais financiers (voir la note 8).

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt, les subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un élément de charge, elle est comptabilisée en tant que réduction de la charge au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée compenser. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe (immobilisations corporelles, coûts de développement capitalisés ou stocks).

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché sont évalués au début des prêts en tant que différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans les bilans consolidés. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est estimée être la valeur actuelle de tous les décaissements futurs de trésorerie, actualisée à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

S. Impôt sur le résultat

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxe de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant de la taxe de vente, sauf lorsque la taxe de vente payable sur l'achat de biens ou de services n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale, auquel cas la taxe de vente est comptabilisée dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant de la taxe de vente.

Le montant net de la taxe de vente recouvrable auprès de l'administration fiscale, ou payable à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans les bilans consolidés.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice par action est déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les facteurs de dilution. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

U. Modification de méthode comptable

Le 1^{er} avril 2014, la Société a adopté de façon rétrospective la norme IFRIC 21 présentée ci-après. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les chiffres comparatifs des périodes précédentes.

IFRIC 21, Droits ou taxes

L'IFRIC 21 précise le moment de la comptabilisation d'un passif au titre d'une sortie de ressources imposée par une autorité publique conformément à la législation, en fonction des activités qui entraînent ce paiement. Les droits ou taxes s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2014. La Société a adopté l'IFRIC 21 le 1^{er} avril 2014, et l'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

V. Modifications futures des méthodes comptables

IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation dans l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme prévoit aussi un nouveau modèle de comptabilité de couverture mieux harmonisé avec les activités de gestion des risques entreprises par les sociétés. La norme s'applique de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2018. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces modifications.

IFRS 15

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, établit un modèle unique pour déterminer le moment et le montant des produits pouvant être comptabilisés. Ces modifications s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2017, et l'application anticipée est permise. L'International Accounting Standards Board a décidé de reporter de un an la date d'entrée en vigueur de cette norme avant son application. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces modifications.

Note 4. Principales estimations et hypothèses comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des estimations et a formulé des hypothèses. Les principales estimations et hypothèses relatives à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient entraîner des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentées ci-dessous :

A. Perte de valeur des actifs non financiers

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail aux notes 9 et 17.

B. Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

C. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 26.

D. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

E. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Note 5. Acquisition d'entreprise

Le 3 février 2014, la Société a signé une entente visant l'acquisition de la totalité du capital social de APPH Limited, au Royaume-Uni, et de APPH Wichita Inc., aux États-Unis (collectivement, «APPH»), auprès de BBA Aviation Plc (LSE : BBA), pour une contrepartie de 124 184 \$ US (138 738 \$), déduction faite de la trésorerie acquise de 3 816 \$ US (4 264 \$). Une tranche de 54 884 \$ US (61 316 \$) de l'acquisition a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société, et une tranche de 69 300 \$ US (77 422 \$), au moyen de la facilité de crédit existante. La transaction a été traitée comme un regroupement d'entreprises.

APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage et de systèmes hydrauliques et d'assemblages pour les fabricants d'équipement d'origine («OEM») et d'applications sur le marché secondaire, qui approvisionne les secteurs militaire et commercial du marché de l'aérospatiale. Cette acquisition permet à la Société d'accroître ses activités dans le marché européen et d'augmenter et de diversifier sa clientèle.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a achevé la répartition du prix d'achat. Les ajustements et reclassements sont principalement liés à l'évaluation des coûts et des obligations associés à des programmes aérospatiaux spécifiques.

	Répartition du prix d'achat, telle que présentée initialement	Ajustements et reclassements	Répartition du prix d'achat finale
Trésorerie	4 264 \$	— \$	4 264 \$
Comptes clients	15 548	(3 634)	11 914
Stocks	39 310	629	39 939
Autres actifs à court terme	854	764	1 618
Total de l'actif à court terme	59 976	(2 241)	57 735
Immobilisations corporelles	14 896	—	14 896
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ¹	25 469	—	25 469
Actifs d'impôt différé	1 098	1 554	2 652
Total de l'actif à long terme	41 463	1 554	43 017
Comptes fournisseurs et charges à payer	12 535	3 072	15 607
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs ²	1 698	179	1 877
Provisions	5 611	1 683	7 294
Total du passif à court terme	19 844	4 934	24 778
Autres passifs ²	3 306	958	4 264
Total du passif à long terme	3 306	958	4 264
Actifs et passifs identifiables, montant net	78 289	(6 579)	71 710
Goodwill à l'acquisition ³	64 713	6 579	71 292
Total de la contrepartie	143 002	—	143 002
Trésorerie acquise	4 264	—	4 264
Sortie de fonds, montant net	138 738 \$	— \$	138 738 \$

¹⁾ Principalement des relations clients et des contrats.

²⁾ Essentiellement des produits différés.

³⁾ Surtout attribué à la ligne de produits Trains d'atterrissage.

Note 6. Aide gouvernementale

Au cours des exercices clos les 31 mars, l'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit :

	2015	2014
Dépôts - machinerie et équipement	2 097 \$	— \$
Immobilisations corporelles	1 494	1 771
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	1 565	2 488
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	3 120	3 220

L'aide gouvernementale comprend surtout des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions.

Note 7. Coût des ventes et frais de vente et d'administration

Les principaux éléments de ces charges liées aux activités d'exploitation des exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2015	2014
Matières premières et pièces achetées	139 508 \$	110 850 \$
Charges du personnel	121 805	95 762
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 15 et 16)	18 360	13 280
Autres	55 822	29 622
	335 495 \$	249 514 \$

Les gains ou pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a comptabilisé un gain de change dans les frais de vente et d'administration de 1 831 \$ (1 074 \$ en 2014).

Note 8. Frais financiers

Les frais financiers pour les exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2015	2014
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	2 406 \$	1 740 \$
Intérêt sur les obligations au titre des prestations définies, montant net (note 26)	239	465
Amortissement des frais de financement différés (note 21)	319	440
Autres intérêts au titre de la désactualisation et ajustements du taux d'actualisation	692	(176)
Frais financiers hors trésorerie	3 656	2 469
Frais d'intérêt	2 050	1 187
Commission d'attente	361	566
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(207)	(406)
	5 860 \$	3 816 \$

Note 9. Charges non récurrentes

Les charges non récurrentes pour les exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2015	2014
Règlement d'un litige	11 610 \$	— \$
Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	7 924	—
Frais de restructuration	3 326	1 884
Frais liés à l'acquisition	—	5 017
	22 860 \$	6 901 \$

Règlement d'un litige

Le 5 février 2014, Goodrich Corporation, membre du groupe UTC Aerospace Systems («UTAS»), a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de la Société auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale quant à une allégation de violation d'un engagement de non-concurrence prévu dans une entente intervenue entre Goodrich Corporation et Devtek Aerospace Inc. relativement à la fabrication de pistons.

Le 27 mai 2015, la Société a conclu un protocole de règlement avec UTAS relativement à ce litige et le règlement définitif devrait être finalisé dans les jours qui suivent, sous réserve de la conclusion d'une entente relative aux modalités de la prolongation de deux contrats existants conclus avec UTAS portant sur la fourniture de diverses pièces d'aéronefs. La société a comptabilisé une charge de 11,610 \$, incluant les frais juridiques engagés pour l'exercice terminé le 31 mars 2015. Un montant de 10,133 \$ est comptabilisé dans les litiges et autres provisions (note 20) dans le bilan consolidé de la Société au 31 Mars 2015.

Dépréciation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Le 15 janvier 2015, Bombardier, une société publique canadienne, a annoncé sa décision de faire une pause dans son programme d'avion d'affaires Learjet 85 en raison de la faible demande pour la catégorie des avions d'affaires légers et d'une révision à la baisse des prévisions pour le marché des avions d'affaires. La Société est le concepteur et le fournisseur du système complet de trains d'atterrissage de cet appareil. À la suite de la décision de Bombardier, la Société a soumis les coûts liés au Learjet 85 à un test de dépréciation, lesquels consistent principalement en coûts de développement capitalisés, stocks et obligations, et a comptabilisé une perte de valeur de 7 924 \$ à l'égard des coûts de développement capitalisés associés à ce programme.

Pour déterminer la perte de valeur, la Société a établi un montant recouvrable pour les coûts de développement capitalisés fondé sur le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de sa valeur d'utilité. Le calcul est plus sensible aux facteurs suivants :

- le taux d'actualisation utilisé, qui a été établi à 7,8 %,
- les flux de trésorerie futurs attendus.

Le tableau suivant présente la sensibilité du montant recouvrable et l'incidence qui en découle sur la perte de valeur par suite d'une augmentation du taux d'actualisation ou d'une diminution des flux de trésorerie futurs attendus, utilisés indépendamment les uns des autres et en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées.

	Augmentation de la perte de valeur
Augmentation du taux d'actualisation de 100 points de base	161 \$
Diminution des flux de trésorerie futurs attendus de 10 %	576 \$

Frais de restructuration

Au cours de l'exercice précédent, soit le 16 janvier 2014, en raison de la baisse substantielle de la demande sur le marché secondaire des produits militaires par le gouvernement américain, la Société a annoncé un plan visant l'optimisation et la consolidation de sa capacité de production, tout en améliorant davantage la productivité dans l'ensemble de l'entreprise. Ces initiatives s'inscrivent dans la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés, mais ont donné lieu à certains frais de restructuration. De plus, à la suite de l'acquisition d'APPH, la Société a engagé des frais de restructuration liés à l'intégration des activités d'APPH, de son personnel et de son infrastructure technologique avec ses propres activités antérieures à l'acquisition. Ces initiatives étaient en grande partie achevées au 31 mars 2015.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, ces frais de restructuration ont totalisé 3 326 \$ (1 884 \$ en 2014) et comprennent des prestations de cessation d'emploi de 2 126 \$ (1 367 \$ en 2014), une perte de valeur au titre de l'équipement d'un montant de 32 \$ (193 \$ en 2014), des coûts de démantèlement d'équipement de 883 \$ (aucun en 2014) et d'autres coûts connexes de 285 \$ (324 \$ en 2014). Au 31 mars 2015, la tranche non payée des frais de restructuration est présentée dans les provisions à court terme (note 20) au montant de 1 447 \$ (890 \$ au 31 mars 2014) et dans les autres passifs (note 26) au montant de 360 \$ (319 \$ au 31 mars 2014) aux bilans consolidés de la Société.

Frais liés à l'acquisition

Pour l'exercice clos le 31 mars 2014, les frais liés à l'acquisition ont totalisé 5 017 \$. Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels, des charges et des frais de transaction engagés dans le cadre de l'acquisition d'APPH (note 5).

Note 10. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action pour les exercices clos les 31 mars :

	2015	2014
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	34 901 780	31 536 316
Effet dilutif des options sur actions de la Société	114 616	125 523
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	35 016 396	31 661 839

Le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte de l'effet de dilution potentiel de certaines options sur actions de la Société, puisque leur effet est antidilutif. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, 598 945 options sur actions du régime de la Société (502 500 en 2014) ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 mars 2015	31 mars 2014
Fonds en banque	35 098 \$	47 347 \$

Les fonds en banque portent intérêt à des taux variables fondés sur les taux des dépôts bancaires quotidiens.

Note 12. Stocks

	31 mars 2015	31 mars 2014
Matières premières	62 193 \$	62 934 \$
Produits en cours	66 923	69 431
Produits finis	1 838	1 683
	130 954 \$	134 048 \$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice clos le 31 mars 2015 s'est élevé à 249 757 \$ (194 739 \$ en 2014).

Les pertes de valeur liées aux stocks pour les exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2015	2014
Pertes de valeur constatées à titre de coût des ventes	7 758 \$	5 874 \$
Reprises de pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices antérieurs à titre de réduction du coût des ventes	5 964 \$	4 702 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, les reprises de pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices antérieurs comprennent les montants imputés à la provision pour stocks de 1 153 \$ (2 103 \$ en 2014) relativement à des produits livrés ou ayant fait l'objet d'une radiation au cours de l'exercice, à l'égard desquels une provision pour perte de valeur a été requise et comptabilisée au cours d'exercices antérieurs pour les ramener à leur valeur nette de réalisation. Elles comprennent aussi le résultat de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente et des coûts de fabrication connexes. La réévaluation tient compte des variations du prix de vente et du nombre d'unités à livrer en vertu des nouveaux contrats conclus, de même que de la baisse des coûts de production résultant de l'amélioration des processus de fabrication.

Note 13. Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dans les bilans consolidés se présente comme suit :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Actifs à court terme		
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	283 \$	283 \$
	283 \$	283 \$
Actifs à long terme		
Contrats de change à terme	4 \$	276 \$
	4 \$	276 \$
Passifs à court terme		
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	11 374 \$	4 576 \$
Contrats de swap de taux d'intérêt	311	205
	11 685 \$	4 781 \$
Passifs à long terme		
Contrats de change à terme	5 149 \$	2 317 \$
Contrats de swap de taux d'intérêt	378	160
	5 527 \$	2 477 \$

Note 14. Autres actifs à court terme

	31 mars 2015	31 mars 2014
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	5 099 \$	8 762 \$
Taxes de vente à recevoir	3 358	1 761
Frais payés d'avance	3 757	2 748
Autres	2 112	782
	14 326 \$	14 053 \$

Note 15. Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments et améliorations locatives	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2014	2 953 \$	43 786 \$	154 956 \$	8 909 \$	1 278 \$	211 882 \$
Acquisitions	3 331	2 732	24 155	1 639	29 325	61 182
Aide gouvernementale (note 6)	—	(213)	(1 248)	(33)	—	(1 494)
Construction en cours	—	92	977	209	(1 278)	—
Mises hors service et cessions	—	(91)	(373)	(203)	—	(667)
Incidence des variations des taux de change	213	1 413	3 540	171	1 502	6 839
Au 31 mars 2015	6 497 \$	47 719 \$	182 007 \$	10 692 \$	30 827 \$	277 742 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2014	— \$	18 600 \$	96 375 \$	4 602 \$	— \$	119 577 \$
Charge d'amortissement	—	2 335	11 571	1 003	—	14 909
Perte de valeur (note 9)	—	—	32	—	—	32
Mises hors service et cessions	—	(76)	(20)	(196)	—	(292)
Incidence des variations des taux de change	—	269	1 055	80	—	1 404
Au 31 mars 2015	— \$	21 128 \$	109 013 \$	5 489 \$	— \$	135 630 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	6 497 \$	26 591 \$	72 994 \$	5 203 \$	30 827 \$	142 112 \$

	Terrains	Bâtiments et améliorations locatives	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2013	1 888 \$	40 021 \$	135 747 \$	7 748 \$	854 \$	186 258 \$
Acquisition d'entreprise (note 5)	987	2 288	10 470	59	1 092	14 896
Acquisitions	—	2 434	9 380	808	—	12 622
Aide gouvernementale (note 6)	—	(574)	(1 189)	(8)	—	(1 771)
Construction en cours	—	—	672	—	(672)	—
Mises hors service et cessions	—	(1 105)	(779)	(27)	—	(1 911)
Incidence des variations des taux de change	78	722	655	329	4	1 788
Au 31 mars 2014	2 953 \$	43 786 \$	154 956 \$	8 909 \$	1 278 \$	211 882 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2013	— \$	17 291 \$	87 384 \$	3 397 \$	— \$	108 072 \$
Charge d'amortissement	—	2 116	9 369	802	—	12 287
Perte de valeur (note 9)	—	—	193	—	—	193
Mises hors service et cessions	—	(1 083)	(599)	(27)	—	(1 709)
Incidence des variations des taux de change	—	276	28	430	—	734
Au 31 mars 2014	— \$	18 600 \$	96 375 \$	4 602 \$	— \$	119 577 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	2 953 \$	25 186 \$	58 581 \$	4 307 \$	1 278 \$	92 305 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Acquisitions brutes	61 182 \$	12 622 \$
Aide gouvernementale (note 6)	(1 494)	(1 771)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	59 688	10 851
Variation des acquisitions non payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs à la fin de l'exercice (note 19)	(4 402)	32
Machinerie et équipement acquis au moyen de contrats de location-financement (note 21)	(2 994)	(1 157)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	52 292 \$	9 726 \$

Au 31 mars 2015, le coût de la machinerie, équipement et outillage comprenait des actifs acquis aux termes de contrats de location-financement d'un montant de 23 088 \$ (19 693 \$ au 31 mars 2014) et un amortissement cumulé de 10 537 \$ (8 850 \$ au 31 mars 2014).

Aux 31 mars 2015 et 2014, la construction en cours comprenait le coût lié aux bâtiments et à la machinerie et équipement en cours d'installation à ces dates.

Au 31 mars 2015, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 66 317 \$ (68 783 \$ au 31 mars 2014).

Note 16. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2014	33 501 \$	12 234 \$	25 080 \$	70 815 \$
Acquisitions	2 030	1 368	—	3 398
Aide gouvernementale (note 6)	(1 565)	—	—	(1 565)
Mises hors service et cessions	—	(33)	—	(33)
Incidence des variations des taux de change	—	151	1 017	1 168
Au 31 mars 2015	33 966 \$	13 720 \$	26 097 \$	73 783 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2014	672 \$	10 818 \$	186 \$	11 676 \$
Charge d'amortissement	617	879	1 955	3 451
Dépréciation (note 9)	7 924	—	—	7 924
Mises hors service et cessions	—	(33)	—	(33)
Incidence des variations des taux de change	—	133	75	208
Au 31 mars 2015	9 213 \$	11 797 \$	2 216 \$	23 226 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	24 753 \$	1 923 \$	23 881 \$	50 557 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2013	25 728 \$	11 359 \$	1 368 \$	38 455 \$
Acquisition d'entreprise (note 5)	—	360	25 109	25 469
Acquisitions	10 219	460	—	10 679
Aide gouvernementale (note 6)	(2 448)	(40)	—	(2 488)
Mises hors service et cessions	—	—	(1 368)	(1 368)
Incidence des variations des taux de change	2	95	(29)	68
Au 31 mars 2014	33 501 \$	12 234 \$	25 080 \$	70 815 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2013	557 \$	10 058 \$	1 368 \$	11 983 \$
Charge d'amortissement	115	694	184	993
Mises hors service et cessions	—	—	(1 368)	(1 368)
Incidence des variations des taux de change	—	66	2	68
Au 31 mars 2014	672 \$	10 818 \$	186 \$	11 676 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	32 829 \$	1 416 \$	24 894 \$	59 139 \$

Note 17. Goodwill

	31 mars 2015	31 mars 2014
Coût :		
Solde au début de l'exercice	84 378 \$	19 180 \$
Acquisition d'entreprise (note 5)	6 579	64 713
Incidence des variations des taux de change	2 570	485
Goodwill	93 527 \$	84 378 \$

Aux 31 mars, la valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes :

	31 mars 2015	31 mars 2014
UGT		
Aérospatiale – Trains d'atterrissage	89 621 \$	80 678 \$
Aérospatiale – Autres produits	3 906	3 700
Goodwill	93 527 \$	84 378 \$

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées afin de déterminer les montants recouvrables dans le cadre des derniers tests de dépréciation effectués au 31 mars 2015 pour les UGT Aérospatiale – Trains d'atterrissage et Aérospatiale – Autres produits :

UGT	Taux d'actualisation avant impôt	Taux de croissance perpétuel
Aérospatiale – Trains d'atterrissage	17,1 %	2,6 %
Aérospatiale – Autres produits	15,5 % et 16,8 %	2,0 %

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, les changements du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrir la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2015 :

UGT	Hausse du taux d'actualisation avant impôt	Baisse du taux de croissance perpétuel
Aérospatiale – Trains d'atterrissage	3,1 %	4,7 %
Aérospatiale – Autres produits	15,8 % et 22,5 %	52 %

Note 18. Comptes fournisseurs et charges à payer

	31 mars 2015	31 mars 2014
Comptes fournisseurs ¹	45 365 \$	36 092 \$
Charges à payer ²	23 817	21 531
Comptes fournisseurs et charges à payer	69 182 \$	57 623 \$

¹⁾ Les comptes fournisseurs ont généralement une échéance de 30 à 60 jours.

²⁾ Les charges à payer comprennent principalement des charges salariales à payer.

Note 19. Comptes fournisseurs – autres et autres passifs

	31 mars 2015	31 mars 2014
Machinerie et équipement non payés	6 402 \$	2 000 \$
Produits différés	904	1 422
Autres payables	890	369
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	8 196 \$	3 791 \$

Note 20. Provisions

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Garantie liée aux produits	Litiges et autres	Total
Au 31 mars 2014	27 \$	5 171 \$	6 936 \$	7 709 \$	19 843 \$
Acquisition d'entreprise (note 5)	—	—	2 017	(334)	1 683
Constituées pendant l'exercice (note 9)	79	104	761	11 856	12 800
Charges d'intérêts au titre de la désactualisation (note 8)	—	161	—	—	161
Utilisées	(23)	—	(357)	(1 403)	(1 783)
Reprises	—	—	(651)	(622)	(1 273)
Ajustements du taux d'actualisation (note 8)	—	531	—	—	531
Incidence des variations des taux de change	3	—	189	54	246
Au 31 mars 2015	86	5 967	8 895	17 260	32 208
Moins : tranche à court terme	86	—	8 895	17 260	26 241
Tranche à long terme	— \$	5 967 \$	— \$	— \$	5 967 \$

Note 21. Dette à long terme

	31 mars 2015	31 mars 2014
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit») d'au plus 200 000 \$ (en dollars canadiens ou l'équivalent, en dollars américains, en euros ou en livres sterling), dont l'échéance est le 16 mars 2019. Au 31 mars 2015, la Société avait prélevé 32 000 \$ US (91 300 \$ US au 31 mars 2014), portant intérêt au TIOL majoré de 1,1 % et représentant un taux d'intérêt effectif de 1,3 % (1,7 % au 31 mars 2014) et 16 200 \$ (néant au 31 mars 2014), portant intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 1,1 % et représentant un taux effectif de 2,2 %.	56 731 \$	100 932 \$
Prêts des autorités gouvernementales remboursables par versements annuels variables échéant à diverses dates jusqu'à l'exercice 2027.	51 172	44 463
Obligations en vertu de contrats de location-financement portant toutes intérêt à des taux fixes variant de 2,4 % à 6,5 % au 31 mars 2015, échéant entre janvier 2016 et mars 2022, ayant une période d'amortissement variant de 5 à 7 ans, garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 518 \$ (436 \$ au 31 mars 2014).	6 299	5 071
Frais de financement différés, montant net	(1 275)	(1 594)
	112 927	148 872
Moins : tranche à court terme	5 972	3 648
Dette à long terme	106 955 \$	145 224 \$

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie

Le 26 juin 2014, la Société a remboursé 59,3 millions de dollars américains (63,6 millions de dollars) de la dette à l'égard de sa facilité de crédit à même le produit net de 47,9 millions de dollars provenant de l'émission de 4 255 871 actions ordinaires dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants (voir la note 23) et grâce à un montant de 16,2 millions de dollars prélevé sur la facilité de crédit.

La facilité de crédit permet à la Société, ainsi qu'à ses filiales, d'emprunter jusqu'à 200 millions de dollars (en dollars canadiens ou l'équivalent, en dollars américains, en euros ou en livres sterling). La facilité de crédit comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 275 millions de dollars tout au long de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Cette facilité de crédit peut servir à financer le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations et à d'autres fins générales de la Société et de ses filiales, y compris des acquisitions. Elle est garantie par la totalité des actifs de la Société et de ses filiales, et est assortie de certaines clauses restrictives et de certaines sûretés fournies par la Société et ses filiales.

Au dernier exercice, le 31 mars 2014, dans le cadre de la facilité de crédit modifiée et majorée, la Société a capitalisé des frais de financement de 716 \$, qui sont amortis à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans.

Les taux d'intérêt varient en fonction du taux préférentiel, du taux des acceptations bancaires, du TIOL ou du taux de base américain majoré selon le niveau d'endettement et les flux de trésorerie de la Société.

Prêts auprès des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent essentiellement de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers et pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de certains programmes du gouvernement fédéral et de programmes industriels du gouvernement provincial afin de promouvoir le développement de cette industrie au Canada. Ces prêts sont soit remboursables selon certaines conditions spécifiques, plus particulièrement en fonction des ventes de la Société et des ventes de produits pour certains types d'avions prédéterminés à l'intérieur de délais précis, soit fondés sur des calendriers de remboursement fixes, ou remboursables en fonction de l'échéance des prêts. Les remboursements de prêts conditionnels sont examinés au moins une fois par année au moyen, particulièrement, de la plus récente estimation des ventes connexes.

Les prêts des autorités gouvernementales ne portent habituellement pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché. Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts varient de 3,7 % à 7,2 % aux 31 mars 2015 et 2014.

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment le fonds de roulement, l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes ces clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

Exercices prenant fin les 31 mars :

Exercices	Remboursements des contrats de location- financement	Remboursements des prêts auprès des autorités gouvernementales	Remboursement de la facilité de crédit	Total
2016	2 412 \$	3 752 \$	883 \$	7 047 \$
2017	1 023	3 264	883	5 170
2018	818	5 658	883	7 359
2019	818	6 023	57 575 ²	64 416
2020	713	7 136	—	7 849
Au-delà de 5 ans	1 033	41 183	—	42 216
Sous-total	6 817	67 016	60 224	134 057
Moins : intérêts	518	15 844	3 493	19 855
Solde de la dette¹	6 299 \$	51 172 \$	56 731 \$	114 202 \$

¹) Avant le montant net des frais de financement différés.

²) La facilité de crédit vient à échéance le 16 mars 2019.

Note 22. Autres passifs

	31 mars 2015	31 mars 2014
Produits différés (note 5)	4 369 \$	3 297 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (note 26)	9 275	6 697
Autres passifs	13 644 \$	9 994 \$

Note 23. Capital émis

Autorisé

Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Les droits, privilèges, restrictions et conditions des actions privilégiées sont établis par le conseil d'administration.

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, les variations des actions ordinaires émises se présentent comme suit :

	31 mars 2015		31 mars 2014	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Actions ordinaires émises et entièrement libérées				
Solde d'ouverture	31 620 482	26 187 \$	31 511 446	25 365 \$
Émises au comptant dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants	4 255 871	48 428	—	—
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	35 000	320	75 600	545
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat	38 092	369	33 436	277
Solde de clôture	35 949 445	75 304 \$	31 620 482	26 187 \$

Émission d'actions ordinaires

Au cours des exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, la Société a émis respectivement 4 328 963 et 109 036 actions ordinaires comme suit :

i) Le 26 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires à un prix de 11,75 \$ l'action pour un produit brut de 50,0 millions de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants. Le produit net de 47,9 millions de dollars reçu par la Société, déduction faite des commissions de prise ferme et des autres frais d'émission de 1,6 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement, a été affecté au remboursement de la dette au titre de la facilité de crédit. Des impôts différés de 0,6 million de dollars ont été comptabilisés relativement aux frais d'émission.

ii) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a émis 35 000 actions ordinaires (75 600 en 2014) par suite de l'exercice des options sur actions pour une contrepartie en trésorerie totale de 184 \$ (298 \$ en 2014). La juste valeur initiale de ces options sur actions, totalisant 136 \$ (247 \$ en 2014), a été créditée au capital émis et débitée du surplus d'apport. Le prix moyen pondéré des actions visées par les options sur actions exercées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 a été de 11,00 \$ (11,66 \$ en 2014).

iii) Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a émis 38 092 actions ordinaires (33 436 en 2014), à un prix moyen pondéré de 9,69 \$ (8,28 \$ en 2014), dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société, pour une contrepartie en trésorerie totale de 369 \$ (277 \$ en 2014).

A. Régime d'options sur actions

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a attribué à des dirigeants et à des employés clés 96 345 options sur actions (502 500 en 2014), soit une juste valeur totale de 387 \$ (2 056 \$ en 2014) ou une juste valeur moyenne pondérée par option sur actions de 4,02 \$ (4,09 \$ en 2014), calculée selon le modèle binomial en supposant une durée prévue de 4,5 ans, une volatilité prévue de 40 %, compte tenu de la volatilité historique moyenne du prix de l'action sur la durée de vie prévue des options attribuées, un taux d'extinction prévu ne dépassant pas 4,8 %, avec aucune distribution de dividende et un taux d'intérêt composé sans risque de 1,7 %. Le coût des options sur actions est amorti sur la période d'acquisition des droits rattachés à celles-ci; une charge d'options sur actions de 1 292 \$ (272 \$ en 2014) a été comptabilisée dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie, dans le surplus d'apport dans les capitaux propres de la Société.

Au 31 mars 2015, le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission d'options sur actions s'établissait à 2 808 257, dont 1 639 781 actions (1 674 781 en 2014) n'avaient pas encore été émises. Les options sont attribuées à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la TSX pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont acquis sur une période de quatre ans, excepté pour certains employés clés de la direction pour lesquels la période d'acquisition des droits est de deux et trois ans après la date d'attribution. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

Au 31 mars 2015, 747 346 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options dont les droits sont acquis	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
1,00 \$ à 4,09 \$	148 501	3,05	2,51 \$	114 201	2,34 \$
11,31 \$ à 11,71 \$	598 845	5,98	11,65	153 125	11,71
	747 346	5,39	9,84 \$	267 326	7,71 \$

Au cours des exercices clos les 31 mars, le nombre d'options sur actions a évolué comme suit :

	2015		2014	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions
Solde au début de l'exercice	9,39 \$	686 001	3,30 \$	259 101
Attribuées	11,35	96 345	11,71	502 500
Exercées	5,27	(35 000)	3,94	(75 600)
Solde à la fin de l'exercice	9,84 \$	747 346	9,39 \$	686 001

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a émis 38 092 actions ordinaires (33 436 en 2014) et a attribué 15 700 actions ordinaires (13 767 en 2014) aux employés participants en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat. Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la charge liée à l'attribution des actions ordinaires a totalisé 170 \$ (128 \$ en 2014).

Au 31 mars 2015, dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission s'établissait à 340 000, dont 202 693 n'avaient pas encore été émises.

C. Régime de DPVA

Au 31 mars 2015, 6 000 DPVA (17 000 en 2014), échéant au cours de l'exercice 2016, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 0,01 \$ (1,72 \$ en 2014).

La reprise de la charge au titre des DPVA s'est établie à 10 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (charge de 81 \$ en 2014). Au 31 mars 2015, la juste valeur des DPVA en circulation s'élevait à 60 \$ (196 \$ en 2014) et est incluse dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, aucun DPVA n'a été attribué ou annulé (aucun en 2014) et 11 000 DPVA ont été exercés (22 000 en 2014).

D. Régime d'UAD

Au 31 mars 2015, 83 158 UAD étaient en cours (64 825 en 2014).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la charge au titre des UAD s'est établie à 108 \$ (371 \$ en 2014). Au 31 mars 2015, la juste valeur des UAD en circulation dont les droits sont acquis s'élevait à 801 \$ (850 \$ en 2014) et est incluse dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, 18 333 UAD ont été émises (17 565 en 2014), aucune n'a été exercée ou annulée (27 084 ont été exercées et 958 ont été annulées en 2014).

E. Régime d'UAR

Au 31 mars 2015, 115 879 UAR étaient en circulation. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, 115 879 UAR ont été émises et aucune UAR n'a été exercée ou annulée tandis que la charge au titre des UAR totalisait 952 \$. Au 31 mars 2015, la juste valeur des UAR en circulation dont les droits sont acquis s'élevait à 952 \$ et est incluse dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

Note 24. Cumul des autres éléments du résultat global

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investis- sements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2014	13 156 \$	(4 680) \$	(1 708) \$	6 768 \$
Autres éléments du résultat global	12 065	(6 917)	(2 860)	2 288
Solde au 31 mars 2015	25 221 \$	(11 597) \$	(4 568) \$	9 056 \$
Solde au 31 mars 2013	3 215 \$	63 \$	(631) \$	2 647 \$
Autres éléments du résultat global	9 941	(4 743)	(1 077)	4 121
Solde au 31 mars 2014	13 156 \$	(4 680) \$	(1 708) \$	6 768 \$

Note 25. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit :

	2015	2014
États des résultats consolidés		
Charge d'impôt exigible	2 578 \$	7 092 \$
Recouvrement d'impôt différé	(5 101)	(4 525)
Charge d'impôt (recouvrement) sur le résultat présentée dans les états des résultats consolidés	(2 523) \$	2 567 \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Charge (recouvrement) d'impôt se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux capitaux propres	(899) \$	1 195 \$
Recouvrement d'impôt se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	(2 545)	(1 707)
Recouvrement d'impôt se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement au capital émis (note 23)	(576)	—
Recouvrement d'impôt sur le résultat présenté directement dans les capitaux propres	(4 020) \$	(512) \$

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit :

	2015	2014
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,7 %	187 \$	3 151 \$
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(3 032)	(607)
Différences permanentes	467	1 160
Autres éléments	(145)	(1 137)
Charge d'impôt (recouvrement) sur le résultat	(2 523) \$	2 567 \$

La charge d'impôt (recouvrement) sur le résultat comprend un montant de 145 \$ (1 137 \$ en 2014) à l'égard de la résolution favorable de questions d'ordre fiscal ainsi qu'une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale.

Les principaux actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé découlant des différences temporaires sont les suivants :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Actifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	6 068 \$	3 173 \$
Stocks	5 705	7 516
Débiteurs	119	75
Instruments financiers dérivés	4 222	1 704
Goodwill	—	64
Prêts auprès des autorités gouvernementales	1 032	436
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales	5 461	63
Total des actifs d'impôt différé	22 607 \$	13 031 \$
Passifs d'impôt différé		
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	(2 085) \$	(1 605) \$
Immobilisations corporelles	(8 044)	(11 567)
Relations clients et contrats	(5 805)	(5 777)
Total des passifs d'impôt différé	(15 934) \$	(18 949) \$
Actifs (passifs) d'impôt différé, montant net	6 673 \$	(5 918) \$

Les actifs (passifs) d'impôt différé, montant net, sont compris dans les postes suivants des bilans consolidés :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Actifs d'impôt différé	10 004 \$	2 720 \$
Passifs d'impôt différé	(3 331)	(8 638)
Actifs (passifs) d'impôt différé, montant net	6 673 \$	(5 918) \$

Aux 31 mars 2015 et 2014, il n'y avait aucun report en avant de pertes opérationnelles ni de différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2015, la Société comptait une perte autre qu'en capital au niveau fédéral disponible pour report en avant de 5 974 \$ (391 \$ en 2014) et une perte autre qu'en capital au Royaume-Uni disponible pour report en avant de 22 507 \$.

Au 31 mars 2015, la Société prévoyait recouvrer des actifs d'impôt différé de 11 238 \$ et régler des passifs d'impôt différé de 2 468 \$ dans les 12 prochains mois.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible. Aux 31 mars 2015 et 2014, les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé étaient de 10 277 \$ (néant en 2014).

Note 26. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements en trésorerie

Pour l'exercice 2015, le total des paiements en trésorerie relatifs aux avantages du personnel, composé des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés, et des paiements en trésorerie directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés s'est élevé à 2 415 \$ (4 182 \$ en 2014), alors que les cotisations versées à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 2 636 \$ (1 747 \$ en 2014).

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars. La plus récente évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation du régime de retraite agréé pour les employés syndiqués a été effectuée au 31 décembre 2014 et sera déposée au plus tard le 30 septembre 2015 auprès des organismes de réglementation. Les plus récentes évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation des régimes de retraite agréés pour les principaux dirigeants ont été effectuées au 31 décembre 2013. Les prochaines évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation devront être effectuées au 31 décembre 2014 et seront déposées au plus tard le 30 septembre 2015 auprès des organismes de réglementation. Les évaluations actuarielles seront également effectuées pour tous les régimes de retraite agréés au 31 décembre 2015.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels comme le risque lié à l'espérance de vie, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de volatilité. La valeur actuelle des obligations au titre du régime à prestations définies est calculée en fonction de la meilleure estimation de la mortalité des participants aux régimes. Le risque lié à l'espérance de vie existe étant donné qu'une hausse de l'espérance de vie des participants aux régimes augmentera les passifs des régimes. Une variation de l'évaluation des actifs au titre des actions étrangères des régimes attribuable aux variations des taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution du taux d'intérêt obligataire utilisé pour calculer la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies augmentera les passifs des régimes. Ce risque de taux d'intérêt sera en partie compensé par une augmentation de la valeur des obligations détenues par les régimes. Un risque d'investissement survient si le rendement des actifs des régimes est moins élevé que le taux d'intérêt des obligations des sociétés utilisé pour calculer le taux d'actualisation. À l'heure actuelle, la composition des régimes est équilibrée et comprend 63 % de fonds d'actions, 31 % de titres de créance et 6 % d'autres fonds. Compte tenu de la nature à long terme des obligations au titre des régimes à prestations définies, la Société juge approprié qu'une tranche raisonnable des actifs des régimes soit investie dans des actions, des titres de créance et d'autres fonds afin de dégager un rendement à long terme supplémentaire.

Le rapprochement de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes et des montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	57 380 \$	49 077 \$
Juste valeur des actifs des régimes	51 200	46 015
Situation de capitalisation des régimes – surplus (déficit)	(6 180) \$	(3 062) \$
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(3 095)	(3 635)
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme	(9 275) \$	(6 697) \$

Le total de la charge de retraite qui a été comptabilisée pour ces régimes dans les états des résultats consolidés des exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2015	2014
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	1 094 \$	1 404 \$
Intérêt sur les obligations au titre des prestations définies, montant net (note 8)	239	465
Prestations de cessation d'emploi (note 9)	109	319
Frais d'administration	183	132
Total de la charge de retraite comptabilisée dans les états des résultats consolidés	1 625 \$	2 320 \$

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour les exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2015	2014
Réévaluations		
Perte découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	(205) \$	(1 254) \$
Gain (perte) découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	(6 118)	669
Gains (pertes) lié(e)s aux écarts actuariels	(78)	578
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	3 033	4 484
Autres éléments du résultat global	(3 368) \$	4 477 \$

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos les 31 mars est comme suit :

	2015	2014
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	5 060 \$	6 142 \$

La valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies aux 31 mars est la suivante :

	2015	2014
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	52 712 \$	50 253 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 094	1 404
Charges d'intérêts	2 266	2 123
Cotisations des participants aux régimes	643	690
Perte découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	205	1 254
Gain (perte) découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	6 118	(669)
Gains (pertes) lié(e)s aux écarts actuariels	78	(578)
Prestations payées	(2 750)	(2 084)
Prestations de cessation d'emploi (note 9)	109	319
Obligations au titre de prestations définies à la fin de l'exercice	60 475 \$	52 712 \$

La juste valeur des actifs des régimes aux 31 mars se présente comme suit :

	2015	2014
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	46 015 \$	37 217 \$
Produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	2 027	1 658
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	3 033	4 484
Cotisations de l'employeur	2 415	4 182
Cotisations des participants aux régimes	643	690
Prestations payées	(2 750)	(2 084)
Frais d'administration	(183)	(132)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	51 200 \$	46 015 \$

Les actifs des régimes aux 31 mars sont les suivants :

Catégorie d'actifs ¹	2015	2014
Titres de capitaux propres	63 %	66 %
Titres de créance	31 %	30 %
Autres	6 %	4 %
Total	100 %	100 %

¹⁾ Déterminée à la date d'évaluation, soit au 31 mars de chaque exercice.

Principales hypothèses

Les principales hypothèses utilisées à la date de clôture sont les suivantes (moyenne pondérée) :

	2015	2014
Obligations au titre des prestations définies au 31 mars :		
Taux d'actualisation	3,60 %	4,40 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Espérance de vie moyenne, en fonction d'un départ à la retraite à 65 ans :		
Homme, 45 ans à la date de clôture	88	87
Femme, 45 ans à la date de clôture	90	90
Homme, 65 ans à la date de clôture	86	86
Femme, 65 ans à la date de clôture	88	89

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des obligations au titre des prestations définies sont le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et l'espérance de vie moyenne. Le calcul des obligations nettes au titre des prestations définies est sensible à ces hypothèses. Le tableau ci-après résume l'incidence des modifications apportées aux hypothèses actuarielles sur la charge de retraite et les obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2015.

Augmentation (diminution)	Charge de retraite	Obligations au titre des prestations définies
	%	%
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5 %	(11,0)	(6,6)
Diminution de 0,5 %	19,4	7,8
Taux de rémunération		
Augmentation de 0,5 %	0,2	—
Diminution de 0,5 %	(0,1)	—
Espérance de vie moyenne		
Augmentation de 1 an	5,4	2,3
Diminution de 1 an	(4,1)	(2,4)

Flux de trésorerie futurs de la Société liés aux prestations de retraite

On estime à 2 700 \$ le total des cotisations en trésorerie qui devraient être versées dans ces régimes au cours de l'exercice 2016.

La durée des obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2015 s'établit à 11,5 ans (12,6 ans en 2014). L'échéance prévue des prestations de retraite non actualisées en vertu du régime de retraite des employés syndiqués se présente comme suit :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Moins de 1 an	1 510 \$	1 358 \$
De 1 an à 2 ans	1 567	1 420
De 2 à 5 ans	5 067	4 650
Plus de 5 ans	91 037	89 365
Total	99 181 \$	96 793 \$

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies pour les exercices clos les 31 mars se présentent comme suit :

	2015	2014
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	2 636 \$	1 747 \$

Note 27. Engagements

Contrats de location de bâtiments

La Société a conclu des contrats pour la location de bâtiments utilisés pour les activités et l'administration. Au 31 mars 2015, le montant total des engagements s'élevait à 4 164 \$, à l'exclusion des clauses d'indexation. Les paiements annuels minimaux au titre de la location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 787 \$ en 2016, 580 \$ en 2017, 537 \$ en 2018, 434 \$ en 2019, 267 \$ en 2010 et 1 559 \$ par la suite.

Engagements au titre de l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement

La Société a émis des bons de commande relativement à des bâtiments, de la machinerie et de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Au 31 mars 2015, ces bons de commande totalisaient 34 845 \$ (42 203 \$ en 2014), déduction faite des dépôts connexes au titre de la machinerie et de l'équipement de 23 306 \$ (12 868 \$ en 2014) figurant aux bilans de la Société.

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser des contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris la législation fiscale) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une clause restrictive et à une violation de déclarations et de garanties, la Société peut consentir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. Au 31 mars 2015, la durée de ces engagements d'indemnisation pouvait se prolonger jusqu'à l'exercice 2024. Au 31 mars 2015, la Société avait comptabilisé une provision de 5 600 \$ (6 000 \$ en 2014) qu'elle a classée comme provision à court terme (note 20) compte tenu que la date de règlement n'était pas encore connue.

Note 28. Éventualités

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et réclamations. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats opérationnels de la Société.

Note 29. Variation nette des éléments hors trésorerie

Pour les exercices clos les 31 mars, la variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies se présente comme suit :

	2015	2014
Comptes clients	(9 103) \$	(3 944) \$
Impôts à recevoir	(3 263)	350
Stocks	3 723	6 079
Autres actifs à court terme	491	(856)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs	5 500	(1 120)
Provisions	10 565	436
Avances de clients	8 917	9 409
Facturations progressives	(958)	(4 569)
Impôts à payer	37	1 933
Incidence des fluctuations du taux de change ¹	2 046	1 179
	17 955 \$	8 897 \$

¹ Réflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales à l'étranger de la Société.

Pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, la diminution nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation provenant des activités abandonnées par suite de la vente, au cours de l'exercice 2013, de la quasi-totalité des activités relatives aux gammes de produits Aérostructure et Industriels s'est établie respectivement à 1 082 \$ et 3 792 \$, en raison surtout des derniers versements d'impôt liés à l'exercice 2013.

Note 30. Informations géographiques

Les informations géographiques se présentent comme suit :

Aux 31 mars	2015				2014			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles, montant net	81 437 \$	47 136 \$	13 539 \$	142 112 \$	63 638 \$	17 220 \$	11 447 \$	92 305 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	26 451	4 593	19 513	50 557	33 745	4 375	21 019	59 139
Goodwill	13 838	9 519	70 170	93 527	13 838	8 524	62 016	84 378

Pour les exercices clos les 31 mars, les ventes d'après l'emplacement géographique du client se présentent comme suit :

	2015	2014
Canada	85 668 \$	80 056 \$
États-Unis	180 440	169 048
Royaume-Uni	49 947	7 018
Autres pays	48 861	15 912
	364 916 \$	272 034 \$

Note 31. Rémunération des principaux dirigeants

La charge de rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit :

	2015	2014
Avantages à court terme et autres avantages	3 524 \$	3 064 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	310	400
Paiement fondé sur des actions	1 432	809
Total de la rémunération versée aux principaux dirigeants	5 266 \$	4 273 \$

Note 32. Instruments financiers

Aux 31 mars 2015 et 2014, le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur se présentaient comme suit :

	31 mars 2015			31 mars 2014		
	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable ¹	Juste valeur	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable ¹	Juste valeur
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 2	35 098 \$	35 098 \$	Niveau 2	47 347 \$	47 347
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	287 \$	287 \$	Niveau 2	559 \$	559
		35 385 \$	35 385 \$		47 906 \$	47 906
Passifs financiers						
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	17 212 \$	17 212 \$	Niveau 2	7 258 \$	7 258
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	Niveau 2	114 202 \$	123 885 \$	Niveau 2	150 466 \$	154 846
		131 414 \$	141 097 \$		157 724 \$	162 104

¹⁾ Représente uniquement la valeur comptable des actifs et passifs financiers inclus dans le poste correspondant du bilan.

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés aux bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent ces montants en fonction des modalités contractuelles des instruments dérivés et des données observables des marchés externes, comme les taux des contrats de swap de taux d'intérêt et les taux de change à la fin de la période (données de niveau 2).

Dette à long terme – La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart des taux d'intérêt existant entre le taux d'intérêt de la dette à long terme réelle et le taux qui serait négocié dans le contexte économique prévalant à la date de fin d'exercice.

Hiérarchie de la juste valeur

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés sont répartis dans les trois niveaux d'une hiérarchie de la juste valeur. Ces trois niveaux sont définis en fonction du caractère observable des principales données de l'évaluation, comme suit :

Niveau 1 : cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, une perte avant impôt de 173 \$ (225 \$ en 2014) a été comptabilisée à l'égard d'instruments financiers désignés à la JVBRN, en plus des produits d'intérêts présentés à la note 8 des états financiers consolidés.

Note 33. Gestion des risques financiers

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché	Risque de fluctuation de la juste valeur des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Risque de change • Risque de taux d'intérêt
Risques de crédit et de concentration de crédit	Risque de crédit – Risque qu'une partie à un instrument financier néglige de respecter ses engagements, entraînant une perte financière pour l'autre partie. Risque de concentration de crédit – Risque que la Société fasse affaire avec un nombre limité de clients et d'institutions financières, ce qui pourrait augmenter le risque de crédit tel qu'il est défini ci-dessus.
Risque de liquidité	Risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers.

Risque de marché

Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et exerce des activités aux États-Unis et au Royaume-Uni, ce qui l'expose au risque de fluctuation des taux de change.

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des taux de change sur les ventes, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain et découlant de ses activités au Canada et au Royaume-Uni.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements du Canada et du Royaume-Uni et se rapportant à des contrats de vente, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements du Canada et du Royaume-Uni découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières.

Au 31 mars 2015, conformément à la politique de gestion du risque de change susmentionnée, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 119,0 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,1297 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US ») (127,4 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0628 \$ CA/\$ US au 31 mars 2014). Au 31 mars 2015, ces contrats viendront à échéance à diverses dates entre avril 2015 et mars 2018, la majorité échéant au cours des deux prochains exercices.

La sensibilité au taux de change présentée ci-après représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme aux dates des bilans consolidés.

Au 31 mars 2015, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard des autres devises, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait eu une incidence sur le résultat net consolidé et les autres éléments du résultat global comme suit :

	Incidence du dollar américain	Incidence de la livre sterling
Diminution du résultat net	(177)	(18)
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global	685	(1 320)

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit à long terme (voir la note 21). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige, en général, de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt.

Aux 31 mars 2015 et 2014, la Société avait conclu un contrat de swap de taux d'intérêt, pour un montant nominal de 10 millions de dollars américains, fixant le TIOL américain à 2,04 % et échéant en décembre 2015. De même, la Société avait conclu deux autres contrats de swap de taux d'intérêt, pour un montant nominal total de 15 millions de dollars américains. Ces contrats de swap de taux d'intérêt ont fixé le TIOL américain à 1,65 % pour la première tranche de 5 millions de dollars américains à compter de mars 2014, et à 2,38 % pour la deuxième tranche de 10 millions de dollars américains à compter de décembre 2015, jusqu'à leur échéance en décembre 2018.

Les contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire applicable (voir la note 21). Les flux de trésorerie liés aux contrats de swap de taux d'intérêt devraient être générés au cours des mêmes périodes, où ils devraient avoir une incidence sur le résultat net.

Au 31 mars 2015, la sensibilité au risque de taux d'intérêt est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice. En supposant une augmentation ou diminution de 100 points de base du taux d'intérêt, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, le résultat net consolidé de la Société aurait été réduit ou accru de 204 \$ pour l'exercice clos à cette date (165 \$ en 2014). Pour les instruments financiers dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), une hausse de la courbe des taux de 100 points de base, au 31 mars 2015, aurait fait augmenter le résultat global de la Société de 486 \$ pour l'exercice clos à cette date (550 \$ en 2014), tandis qu'une réduction de 100 points de base l'aurait fait diminuer de 504 \$ (439 \$ en 2014).

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient au fait que la Société a réalisé une proportion importante de ses ventes en 2015 auprès d'un nombre restreint de clients (six), soit environ 60 % (65 % en 2014), et qu'elle a fait affaire avec un petit nombre d'institutions financières. Plus précisément, la Société a deux clients représentant respectivement 15 % et 13 % de ses ventes consolidées en 2015 (19 % et 18 % en 2014).

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à cet instrument financier sont limités, puisque la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à de petites entreprises privées, qui représentaient dans leur ensemble environ 2 % à l'exercice 2015 (6 % en 2014) des ventes consolidées de la Société.

Au 31 mars 2015, hormis l'importante radiation d'un compte client au cours de l'exercice 2010 par suite de la faillite d'un client coté en Bourse aux États-Unis, la Société n'avait pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La qualité de crédit des comptes clients fait l'objet d'une analyse régulière dans l'ensemble des activités décentralisées de la Société.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2015 :

	2015
Solde au début de l'exercice	436 \$
Reprises	(218)
Incidence des variations des taux de change	10
Solde à la fin de l'exercice	228 \$

Les comptes clients de la Société se présentent comme suit :

	2015	2014
Non en souffrance	64 188 \$	52 761 \$
En souffrance – moins de 90 jours	7 076	12 894
En souffrance – plus de 90 jours	247	387
Ayant subi une dépréciation	228	436
	71 739	66 478
Provision pour créances douteuses	(228)	(436)
Solde à la fin de l'exercice	71 511 \$	66 042 \$

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

Au 31 mars 2015, l'exposition maximale au risque de crédit lié aux instruments financiers était comme suit (voir la note 32) :

	JVBRN	Éléments de couverture ¹	Prêts et créances (P&C)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 098 \$	— \$	— \$
Comptes clients	—	—	71 511
Instruments financiers dérivés	247	40	—

¹⁾ Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis aux termes de ses engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation et liés aux activités d'investissement et de financement prévues. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2015, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit et comprenait la facilité de crédit de la Société négociée et conclue uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine (voir la note 21) :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	69 182 \$	— \$	— \$	— \$	69 182 \$
Comptes fournisseurs – autres	8 196	—	—	—	8 196
Avances de clients	18 326	—	—	—	18 326
Dette à long terme ¹	7 047	12 529	72 265	42 216	134 057
Instruments financiers dérivés	11 685	5 527	—	—	17 212

¹⁾ Comprend la facilité de crédit utilisée de 56 731 \$ échéant le 16 mars 2019 et l'intérêt sur la dette à long terme et au titre de la désactualisation des prêts auprès des autorités gouvernementales.

Note 34. Risque lié à la gestion du capital

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent essentiellement dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps utile en fonction des changements du contexte économique et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Dans les secteurs d'activité actuels où la Société conclut des contrats à long terme et engage des dépenses en immobilisations importantes, le montant des flux de trésorerie générés par la Société doit être conforme à son ratio de la dette nette / capitaux propres, et comparable aux normes du secteur. Ce ratio de la dette nette / capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

La dette nette est égale à la dette totale représentant la tranche à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme (compte non tenu du montant net des frais de financement différés), moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les capitaux propres se composent du capital émis, du surplus d'apport, du cumul des autres éléments du résultat global et des résultats non distribués. Dans certains cas, les capitaux propres peuvent être rajustés par les montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, particulièrement ceux relatifs aux couvertures de flux de trésorerie, selon leur nature et leur importance relative. De plus, dans certains cas, et pour les raisons mentionnées ci-dessus, la dette totale et les capitaux propres de la Société peuvent être ajustés selon le montant des emprunts subordonnés ou non garantis et des éléments hors bilan, le cas échéant.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice dernier, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette / capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable compte tenu du risque couru.

	31 mars 2015	31 mars 2014
Tranche à court terme de la dette à long terme	5 972 \$	3 648 \$
Dette à long terme	106 955	145 224
Frais de financement différés, montant net	1 275	1 594
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	(35 098)	(47 347)
	79 104 \$	103 119 \$
Capitaux propres	293 455	240 139
Ratio de la dette nette / capitaux propres	0,27:1	0,43:1

De plus, la Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation.

INFORMATION CORPORATIVE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réal Raymond
Président du conseil
Montréal (Québec)

Jean-Louis Fontaine
Vice-président du conseil et administrateur
Bombardier Inc.
Montréal (Québec)

Brian A. Robbins
Président et chef de la direction
Exco Technologies Limited
Toronto (Ontario)

James J. Morris
Administrateur de sociétés
Seattle (Washington)

Gilles Labbé
Président et chef de la direction
Montréal (Québec)

Louis Morin
Président, Busrel
Montréal (Québec)

Paule Doré
Administratrice de sociétés
Montréal (Québec)

Andrew John Stevens
Administrateur de sociétés
Cheltenham, U.K.

DIRECTION

Gilles Labbé
Président et chef de la direction

Martin Brassard
Vice-président et chef d'exploitation

Gilbert Guérin
Directeur corporatif, ressources humaines

Fanny D'Ambroise
Directrice, vérification interne
et conformité

Réal Bélanger
Vice-président exécutif,
développement des affaires et
projets spéciaux

Stéphane Arsenault
Chef de la direction financière

Rémy Langelier
Directeur, développement des affaires

Éric Sauvageau
Directeur, information financière

Michel Robillard
Vice-président, contrôleur corporatif

Dominic Bolduc
Directeur, fiscalité

Jean-Philippe Sanche
Directeur, affaires légales

ACTIVITÉS DE TRAINS D'ATERRISSAGE

Longueuil
755, rue Thurber
Longueuil (Québec)
Canada J4H 3N2
450 679-5454

Kitchener
1665 Highland Rd. W.
Kitchener (Ontario)
Canada N2N 3K5
519 576-8910

Saint-Hubert
4925, Chemin de la Savane
Saint-Hubert (Québec)
Canada J3Y 9G1
450 646-9432

Springfield
663 Montgomery Ave.
Springfield (Ohio)
États-Unis 45506
937 325-1586

Nottingham
Urban Rd
Kirkby in Ashfield
Nottingham
NG17 8AP
Royaume-Uni
+44(0) 1623 754355

Laval
3675, boul. Industriel
Laval (Québec)
Canada H7L 4S3
450 629-3454

Cambridge
47 Heroux Devtek Drive
Cambridge (Ontario)
Canada N3E 0A7
519 576-8910

Cleveland
15900 Foltz
Industrial Parkway
Strongsville (Ohio)
États-Unis 44149
440 783-5255

Wichita
1445 Sierra Drive,
Wichita (Kansas)
États-Unis KS67209
316 943-5752

Runcorn
8 Pembroke Court,
Manor Park,
Runcorn, Cheshire
WA7 1TG
Royaume-Uni
+44(0) 1928 530530

AUTRES ACTIVITÉS

BOÎTIERS ÉLECTRONIQUES

Toronto
1480 Birchmount Rd.
Toronto (Ontario)
Canada M1P 2E3
416 757-2366

FILTRES

Bolton
Unit 1003
Great Bank Road
Westhoughton, Lancashire
BL5 3XU
Royaume-Uni
+44(0) 1928 530530

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le vendredi 7 août 2015 à 9 heures
Salon Pierre de Coubertin
L'hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
Canada

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE SOCIÉTÉ DE FIDUCIE

Computershare du Canada
1500, rue Université, 7^e étage
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
514 982-7555 /
1-800-564-6253

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
800, boul. René Lévesque Ouest,
Bureau 1900
Montréal (Québec)
Canada H3B 1X9
514 875-6060

BOURSE DE VALEURS MOBILIÈRES

Les actions sont cotées
à la Bourse de Toronto
Symbole au téléscripneur : HRX

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

450 679-3330
ir@herouxdevtek.com

MAISONBRISON COMMUNICATIONS

514 731-0000
info@maisonbrison.com
www.maisonbrison.com

HÉROUX-DEVTEK INC.

1111, rue Saint-Charles Ouest
Bureau 658, tour Est
Complexe Saint-Charles
Longueuil (Québec)
Canada J4K 5G4
450 679-3330
www.herouxdevtek.com

CONCEPTION ET RÉDACTION PAR

MaisonBrison Communications

If you wish to receive an English version of this report,
please contact Investor Relations.

HÉROUX DEVTEK 

www.herouxdevtek.com

